

I'HUMANITÉ



*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

rouge

I F Boîte Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 33
JEUDI 6 NOVEMBRE 1969

***En s'émancipant, la classe ouvrière
libèrera toutes les autres
couches sociales exploitées !***



***Que la classe ouvrière renoue avec ses
glorieuses traditions de lutte !***

(PHOTOS CI-DESSUS, EN 1952, LES OUVRIERS DE RENAULT
CONSTRUISENT DES BARRICADES POUR RESISTER AUX C.R.S.
QUI VEULENT INVESTIR L'USINE)

UNE SEMAINE DE LUTTES



PROLONGEMENT DES LUTTES

- **SOCIÉTÉ METALLURGIQUE DE NORMANDIE, A CAEN** : suite à la grève de vendredi 24 octobre, au cours de laquelle des cadres furent capturés par les travailleurs, la direction décide la mise à pied de 50 ouvriers et le licenciement de deux délégués C.F.D.T. La riposte ne se fait pas attendre, les 5500 exploités cessent le travail et forment des piquets de grève. Le mercredi 29 octobre, la C.G.T. refuse de poursuivre la grève, seule la C.F.D.T. déclenche des grèves tournantes.
- **RENAULT AU MANS** : face au lock-out décidé par la direction de la régie, les travailleurs décident l'occupation des lieux de travail et manifestent leur solidarité active avec leurs camarades de l'atelier de traitement thermique en grève depuis le 14 octobre. La direction syndicale révisionniste de la C.G.T. avait préconisé l'occupation dans « l'ordre et la discipline ». Quant aux ouvriers, ils surent escalader les portes d'entrée de l'entreprise. Les ouvriers de l'atelier du traitement thermique ayant obtenu satisfaction, le travail reprend mercredi au Mans.
- **ETABLISSEMENT HUART A CHATEAUBRIAND (LOIRE-ATLANTIQUE)** : devant les propositions insuffisantes de la direction, les travailleurs décident la poursuite de la grève. Les grévistes réclament une augmentation uniforme de 0,25 F de l'heure.
- **ETABLISSEMENTS POTAIN A LA CLAYETTE (SAONE-ET-LOIRE)** : les travailleurs sont en grève depuis jeudi 23 octobre. Mardi 28 octobre, ils décident l'occupation des ateliers et bureaux.
- **BRISSENEAU ET LOTZ A LA ROCHELLE** : les débrayages effectués depuis le 16 octobre vont en se développant, touchant l'ensemble des ateliers.
- **USINE WENDEL-SIDELOR A HAGONDANGE (MOSELLE)** : grève de 24 heures du service entretien pour exiger une meilleure sécurité, à la suite d'un deuxième décès dû aux émanations de carbone. En deux semaines, c'est le quatrième mort et le seizième depuis le début de l'année dans la sidérurgie de la Moselle.
- **MINES DE FER DE ROCHONVILLIERS EN MOSELLE** : grève illimitée depuis le 16 octobre.
- **ERNAULT-SOMUA A CHOLET** : les travailleurs poursuivent leurs actions, sous la forme de grèves tournantes.
- **C.B.F. A SAINT-CHAMONT** : depuis le 20 octobre, débrayages quotidiens de deux heures.
- **CELLULOSE DE STRASBOURG** : grève illimitée depuis le 24 octobre.
- **S.A.V.I.E.M. A LIMOGES** : les débrayages se poursuivent depuis le 22 octobre.
- **FACULTE DES SCIENCES D'ORSAY** : depuis le début du mois d'octobre, les étudiants et les enseignants du département géologie de la faculté sont en grève. Il manque six postes de maîtres-assistants alors qu'il y a davantage d'étudiants de 2^e et 3^e cycle.
- **USINE ROUGIER A NIORT** : plus de 1000 ouvriers sont en grève pour l'augmentation des salaires, depuis le début de la semaine dernière.
- **S.A.M.O.T.R.A. A PARIS** : depuis le 17 octobre, les poseurs de voie de la gare de Lyon sont en grève.
- **CHAUSSEON A GENNEVILLIERS ET ASNIERES** : depuis le 10 octobre, des débrayages se poursuivent pour une nouvelle grille de salaire et la mensualisation de tous les travailleurs.

LUNDI 27 OCTOBRE

- **FORGES CARNAUD A NANTES** : grève illimitée pour le relèvement des salaires les plus bas et la réorganisation des salaires mensuels.
- **MAS ET SIEGES LANGUEDOCIENS A BEZIERS** : 200 travailleurs de la fabrique de meubles manifestent dans les rues de la ville contre les licenciements, pour la sécurité de l'emploi.
- **SOCIÉTÉ CLARK-EQUIPEMENT A STRASBOURG** : 270 ouvriers et employés sont en grève, soit 90 % du personnel.
- **SOCIÉTÉ ALLUMETTIÈRES A PARIS** : grève illimitée des 80 ouvriers pour l'augmentation des salaires.
- **HOPITAUX PSYCHIATRIQUES A PARIS** : une centaine de médecins psychiatres se rendent au ministère de la Santé, rue de Tilsitt, pour réclamer une meilleure organisation de la médecine psychiatrique. Les forces de répression sont intervenues, les bousculant et lacérant leur banderole.
- **UNITE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE DE DROITS ET DE SCIENCES ECONOMIQUES DE SAINT-ETIENNE** : 1000 étudiants sont en grève, ils réclament l'enseignement de 3^e année de sciences économiques. Les étudiants ayant achevé la seconde année devraient aller à la faculté de Lyon, alors que les cours sont commencés. Les étudiants ont refusé cette solution et réclament la 3^e année qui était prévue à Saint-Etienne.

- **CENTRE D'ETUDES NUCLEAIRES DE SACLAY** : 240 gendarmes mobiles expulsent cinq travailleurs qui devaient entreprendre une grève de la faim contre le licenciement de femmes de ménage et le renvoi abusif de travailleurs.

MARDI 28 OCTOBRE

- **PEUGEOT A SAINT-ETIENNE** : arrêts de travail pour la parité des salaires avec l'usine de Sochaux.
- **ETABLISSEMENTS TEXTILE MANIGLIER A FIVES-LILLE** : grève de 24 heures de 400 ouvriers.
- **SOCIÉTÉ CONFORTUS (fabrique de mobilier métallique) A BOURGANEUF (CREUSE)** : grève de 24 heures de 225 ouvriers.
- **SUD-AVIATION A SAINT-NAZAIRE, NANTES, TOULOUSE, MARIGNANE et dans les filiales de la Société Nationale à TARBES et CHATEAUX** : nombreux arrêts de travail suivis entre 70 et 90 % pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, la retraite à 60 ans, la remise en ordre des classifications, etc.
- **ETABLISSEMENTS PERISSEL A LORME** : débrayage pour une augmentation horaire de 0,50 F.
- **SAINT-SERVANT-SUR-OUEST (MORBIHAN)** : 200 paysans de Josselin et de Rohan dans le Morbihan, installent dans une ferme à l'abandon, de 28 hectares, un cultivateur père de huit enfants qui avait été contraint de quitter les terres où il travaillait, celles-ci étant reprises par les propriétaires.
- **R.A.T.P. - DEPOT DE BAGNOLET (camionnage) A PARIS** : grève pour l'amélioration des conditions de travail et la retraite.
- **GARE DU BOURGET-TRIAGE** : 120 agents débrayent pour l'amélioration des conditions de travail.

MERCREDI 29 OCTOBRE

- **ALLINQUANT A PARIS-15^e** : les métallos débrayent une heure pour leurs revendications.
- **POIVROSSAGE A PANTIN** : débrayage pour les salaires et le 13^e mois.
- **RATEAU A LA COURNEUVE** : les services entretien et mécanique débrayent pour les salaires.
- **CORPET-LOUVET A LA COURNEUVE** : débrayages.
- **ENTREPRISE BILLARD A NANTERRE** : sur le chantier de la préfecture des Hauts-de-Seine, les ouvriers sont en grève.
- **USINE WUHLIN (coton hydrophile) A EVREUX (EURE)** : débrayages pour les salaires.
- **S.I.E.T.A.M. A LOUVIERS (EURE)** : l'augmentation des salaires proposée par la direction étant jugée insuffisante, les ouvriers débrayent à nouveau.
- **ACIERIES POMPEY A MANOIR-SUR-SEINE (EURE)** : débrayages contre le système de calcul du boni.
- **S.E.C.M.A. A CORBEIL, VILLAROCHE, SURESNES** : débrayages contre les licenciements.
- **IDEAL-STANDARD A DOLE** : grève de 24 heures des 500 ouvriers.
- **E.D.F. et G.D.F.** : 5000 électriciens et gaziers manifestent devant la direction pour leurs revendications.
- **CHERBOURG** : manifestation de 2000 travailleurs dans les rues de la ville pour le droit au travail.
- **SAINT-NAZAIRE** : las des promesses de M. Guichard, les parents d'élèves de la commune de La Chapelle du Marais, occupent le bureau de l'inspecteur de l'Académie de la Loire-Atlantique. Ils réclament une classe de plus et une institutrice ; actuellement il y a une classe de 47 élèves de 3 à 15 ans pour une institutrice.
- **CLERMONT-FERRAND, LIMOGES, GUERET DANS LA CREUSE, MOULINS DANS L'ALLIER, PERIGUEUX EN DORDOGNE** : rassemblements et manifestations des paysans pour leurs revendications.

JEUDI 30 OCTOBRE

- **ETABLISSEMENTS CHAMON A SAINT-ETIENNE** : débrayages pour les salaires.
- **WAGEOR A SAINT-ETIENNE** : débrayages journaliers pour les salaires et la mensualisation.
- **ETABLISSEMENTS LEGRAND (appareils électriques) A LIMOGES** : 400 ouvriers arrêtent le travail pendant quatre heures.
- **BATIMENT A NANTES** : les ouvriers du gros œuvre sont en grève pour les salaires et une indemnité de transport.
- **CAISSE PRIMAIRE DE SECURITE SOCIALE DE DORDOGNE** : grève de 24 heures.
- **S.O.P.A.D.-NESTLE A PARIS** : débrayage.
- **GARE SAINT-LAZARE A PARIS** : accrochage entre ouvriers et contrôleurs de la S.N.C.F. Les ouvriers utilisant le train 604 venant de Mantes-la-Jolie ont occupé les premières classes vides, les deuxièmes classes étaient bondées. Les travailleurs demandent l'utilisation des wagons de première classe, ceux-ci se trouvant toujours vides. Exigeons une classe unique dans tous les moyens de transports publics.
- **FACULTE DE MEDECINE** : les enseignants du centre du premier cycle d'études médicales de Montrouge, au cours d'une conférence de presse ont déclaré qu'ils s'associaient aux protestations des étudiants.
- **TOURS** : contre le retard intervenu dans la construction d'une nouvelle faculté des lettres à Tours, les étudiants et enseignants ont tenu un meeting et manifesté dans les rues de la ville.

VENDREDI 31 OCTOBRE

- **FONDERIES ET ATELIERS DE MOUSSEROLLES (PYRENEES)** : grève de 24 heures pour les salaires.
- **DASSAULT A SAINT-CLOUD, BOULOGNE ET ARGENTUIL** : arrêts de travail et manifestation pour les salaires.
- **P. ET T. A NICE** : grève de 24 heures au central téléphonique interurbain. Les grévistes réclament la semaine de 36 heures.
- **P. ET T. CENTRE TRI A LAROCHE-GARE (YONNE)** : arrêt de travail pour l'amélioration des conditions de travail.

SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

TOTAL PRECEDENT	61 507,41	
	Francs	
Deux instituteurs de l'Oise	Oise	100,00
P. et D. D.	Paris-5 ^e	100,00
U. S. (2 ^e versement)	Bourg-d'Oisans.	30,00
Anonyme (2 ^e versement)	Drôme	20,00
Un ouvrier sympathisant	Paris	20,00
P. S. R.	Paris	20,00
C.D.H.R.	Cambrai	50,00
S. P.	Rennes	40,00
C.D.H.R.	Paris	45,00
C.D.H.R. Convention	Toulouse	30,00
D. M., à l'occasion d'un mariage	Paris-15 ^e	130,00
Anonyme	Rennes	30,00
Agents du ministère des Anciens Combattants et Victimes de Guerre	Paris-12 ^e	50,00
	St-Anastasia	10,00
TOTAL GENERAL	61 712,41	

AUGMENTER LA DIFFUSION DE L'HUMANITÉ ROUGE

Comment améliorer notre diffusion militante, comment consolider, renforcer ce secteur qui constitue la forteresse de base sur laquelle se fonde la survie et la croissance de notre hebdomadaire ? La vente de masse du prochain numéro répondra, par ses multiples expériences pratiques, à cette question décisive.

Mais déjà plusieurs C.D.H.R. nous ont indiqué les mesures décidées. En règle générale, elles constituent à multiplier les points de vente. Dans quelques cas, elles s'appliquent à exiger de tous ceux qui se proclament membres ou sympathisants des C.D.H.R. qu'ils participent effectivement à la diffusion militante.

Comment en effet pourrait-on appartenir à un C.D.H.R., sans être diffuseur et défenseur de « l'Humanité-Rouge » ? Ceux qui prétendraient venir discuter dans une assemblée C.D.H.R. tout en refusant les tâches pratiques ne pourraient être tenus pour des amis de « l'Humanité-Rouge », mais plutôt comme des gens hostiles et désagrégeurs infiltrés dans nos rangs à la manière « entriste » des trotskystes. Les C.D.H.R. ne sont pas, et nous n'accepterons jamais qu'ils soient des « cercles Petöfi » ! Cercles d'intellectuels qui préparèrent la contre-révolution hongroise en 1956. Leurs discussions infinies, manifestant leur ultradémocratie, devinrent le symbole d'une activité de sape et de sabotage hostile au Parti et à la révolution.

C'est dans l'action, et non sur leurs seuls propos, que l'on peut juger les militants. Soyons vigilants à l'égard de ceux qui ne conforment pas leurs actes à leurs paroles !

Pas un seul participant aux C.D.H.R. ne doit se tenir en dehors de la vente de masse du numéro spécial sur la Révolution d'Octobre. Nos militants ont le devoir d'examiner concrètement et collectivement de tels problèmes.

La bataille de « l'Humanité-Rouge » est une bataille idéologique et politique. Elle concentre sa force contre le capitalisme et son meilleur soutien, le révisionnisme, mais elle ne doit pas négliger toute autre déviation grave qui pourrait apparaître, sous quelque prétexte que ce soit, sous quelle forme que ce soit.

En avant pour un grand succès de la vente de masse de notre prochain numéro ! A ce jour (samedi 1^{er} novembre) l'augmentation des commandes atteint 40 %, cela nous paraît insuffisant. Que tous nos C.D.H.R. engagent la bataille nécessaire d'ici la semaine prochaine.

« L'Humanité-Rouge », seul organe capable d'opposer aux dirigeants révisionnistes, une ligne idéologique et politique élaborée et expliquée dans des campagnes et rubriques suivies (ex. : En avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !), constitue une arme efficace au service des luttes ouvrières d'abord, paysannes et intellectuelles ensuite, il est indispensable de lui assurer le rayonnement nécessaire qu'elle mérite. « L'Humanité-Rouge » vaincra !

Nixon et ses bérets ... verts de trouille

« Des hélicoptères arrivaient parfois avec de l'approvisionnement, mais ils ne pouvaient pas atterrir. Ils lâchaient de gros paquets que les hommes allaient chercher en courant avant de se terrer à nouveau... »

« Le moral de ses hommes était au plus bas. Les nerfs étaient à bout sous ce déluge incessant d'obus. Les bérets verts gisaient au fond des bunkers contractés par une peur incontrôlable. Chacun pensait qu'il ne sortirait jamais de là vivant. »

« La nouvelle qu'on allait partir changea tout... » Ces lignes, qui auraient été qualifiées de « propagande communiste » il y a encore peu de temps, ont été rédigées par un journaliste américain de l'agence de l'impérialisme américain, « Associated Press », il y a quelques jours.

Elles concernent l'abandon d'une base d'artillerie américaine de Bu Prang (Hauts Plateaux du Sud Vietnam), prise sous... l'artillerie des héroïques patriotes vietnamiens, la veille du discours de Nixon.

Or c'est tout les jours par dizaines et dizaines de tels repaires d'agresseurs yankees que désormais pilonnés par le F.N.L. Telle est la « toile de fond », désormais présente aux yeux des millions d'américains en colère, devant laquelle Nixon-La-Peste s'est exprimé le 3 novembre pour... ne rien dire de nouveau, sinon son impuissance.

Relisez ce témoignage d'un journaliste américain au Viêt-nam, en remplaçant « hélicoptères », « approvisionnement », et « gros paquets » par « déclarations de la Maison Blanche », « contre-propagande impérialiste » et « mensonges sur la paix au Viêt-nam ». Vous aurez un aperçu de la réalité quotidienne des Etats-Unis, du moral des réactionnaires yankees, de la trouille du tigre en papier...

Le journaliste américain David Shoenbrun disait de la tenue physique de Nixon à la télévision, qu'il était « plus mal à l'aise que jamais », qu'il bafouillait en lisant son discours, et transpirait à grosses gouttes...

Qu'importe, dès lors, son flot de propagande mensongère, qui ne trompe plus personne, comme le prouvera encore, certainement, la mobilisation des masses aux Etats-Unis comme ailleurs le 15 novembre prochain ? Celles-ci ne sont-elles pas prêtes à comprendre plutôt ce que disait le président Nguyen Han-tho à la radio-libération du F.N.L. le 2 novembre :

« Les Etats-Unis devront retirer rapidement, totalement et inconditionnellement leurs troupes et les troupes satellites du Sud Vietnam et laisser le peuple sud-vietnamien résoudre lui-même ses problèmes intérieurs. Toute proposition avancée par Nixon le 3 novembre qui ne partirait pas de ce point fondamental ne sera que manœuvre trompeuse visant non à servir la paix, mais à tromper le peuple américain et les peuples du monde pour pouvoir prolonger la guerre. »

ÉDITORIAL

Depuis mai-juin 1968 se trouve posée la question de la révolution. En France, sans doute, mais aussi dans tous les pays d'Europe occidentale. Les dirigeants communistes peu à peu acquis aux conservatismes résultant de la révision des principes du marxisme et du léninisme semblaient parvenus à leurs fins. Ils pouvaient proclamer, comme Séguy, qu'ils ne voulaient « pas faire la révolution », mais voici qu'une amère surprise les a brutalement tirés, comme la bourgeoisie au pouvoir, de leur doux rêve. La vague révolutionnaire de mai-juin 1968 a tout bouleversé.

Que Waldeck-Rochet ait offert à Pompidou l'habile diversion des élections générales, que les réactionnaires aient ensuite remporté une écrasante victoire, qu'importe en définitive : les travailleurs ne peuvent plus oublier qu'à dix millions, en grève, occupant la moitié des usines, sans le moindre préavis « légal », par-delà les hésitations et les irresponsabilités, par-delà les freinages les plus subtils ou les trahisons les plus cyniques, ils ont mesuré leur force réelle, la puissance irréversible que constitue, à la base, l'action dans l'unité. Et depuis lors, cette question est dans tous les esprits : quand et comment, allons-nous passer au socialisme ?

Oui, la question de la révolution est posée.

De nouveau.

De nouveau, en effet, car depuis un siècle et vingt années de plus, « un spectre hante l'Europe : le spectre du communisme ».

L'appel du Manifeste lancé par Marx et Engels n'a jamais cessé de résonner au plus profond des cœurs des exploités : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ».

Mais les nains de l'Histoire, sorciers malveillants et néfastes, sociaux-démocrates, puis révisionnistes, contre-révolutionnaires et diviseurs en tous genres, se sont longtemps dépensés pour étouffer la résonance explosive de cette phrase lancée à la tête de la bourgeoisie, comme un infaillible précepte. « Unissez-vous ! », Marx et Engels soulignaient encore : « De toutes les classes qui, à l'heure présente, s'opposent à la bourgeoisie, le prolétariat seul est une classe vraiment révolutionnaire. »

Et le 28 juin 1883, dans la troisième préface à l'édition allemande du Manifeste, Engels rappelait : « L'idée fondamentale et directrice... l'idée maîtresse appartenant uniquement et exclusivement à Marx... est que cette lutte a atteint une étape où la classe ouvrière exploitée et opprimée (le prolétariat) ne peut plus se libérer de la classe qui l'exploite et l'opprime, la bourgeoisie, sans libérer en même temps et à tout jamais la société entière de l'exploitation, de l'oppression et des luttes de classes. »

De nos jours, en effet, seule, la classe ouvrière, tout en reconstituant son unité prolétarienne dans son combat de classe prolongé, peut rassembler autour d'elle et sous sa direction les forces vives du pays, toutes les forces qui ont objectivement intérêt au renversement du capitalisme monopoliste d'Etat, les petits paysans, les intellectuels progressistes, les petits commerçants et les artisans, sans omettre bien entendu tous les salariés petits et moyens que leurs fonctions ne situent pas, théoriquement, dans les rangs du prolétariat.

Au demeurant, et certes dans des conditions spécifiques différentes de celles actuelles de l'Europe, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne dirigée en Chine par le président Mao Tsé-toung a également redonné toute sa portée au rôle historique de la classe ouvrière : le grand dirigeant du peuple chinois a déclaré en effet :

« Le prolétariat est la classe la plus prestigieuse dans l'histoire de l'humanité ; la plus puissante classe révolutionnaire au point de vue idéologique et de la force ; il peut et il doit unir autour de lui l'écrasante majorité afin d'isoler au maximum et d'attaquer la poignée d'ennemis. »

En France, étudiants et intellectuels ont joué un rôle remarquable pour déclencher les grandes luttes révolutionnaires du printemps 1968. Ils sont appelés aujourd'hui comme demain à une contribution toujours plus importante au mouvement révolutionnaire dont le processus historique est engagé. Mais ils commettraient une gra-

ve erreur s'ils ignoraient ou sous-estimaient le rôle dirigeant et révolutionnaire « jusqu'au bout » de la classe ouvrière.

Ce n'est point par hasard que l'hebdomadaire chinois « Pékin-Informations » insiste de manière permanente sur le caractère dirigeant du prolétariat dans la question de la révolution, dans toutes questions.

« Les intellectuels se pensent « instruits », mais c'est la classe ouvrière qui possède la véritable connaissance », titrait son numéro 31 en date du 2 août dernier. Pourquoi ? « Pékin-Information » répondait :

« Les ouvriers étudient et appliquent réellement la pensée maotsetoung, parce qu'ils le font de manière vivante (c'est nous qui soulignons) ; ce n'est pas le cas des intellectuels non encore rééduqués qui savent seulement mieux lire. »

Voilà qui s'applique aussi à la situation actuelle dans notre pays, où étudiants et intellectuels ne fournissent aux travailleurs que le regrettable spectacle de leur division en groupes bruyants et sectaires, incapables de parvenir, depuis juin 1968, à l'indispensable unification sinon de leurs idées, mais au moins de leurs actions.

Que partout, donc, sans confondre les données les plus simples comme celles d'avant-garde ou d'organisations de masse, rejetant les maladies combien néfastes du dogmatisme et du sectarisme comme du spontanisme et de l'opportunisme, les ouvriers prennent les leviers de commande ! D'innombrables étudiants, résolus et courageux, sont prêts à les suivre en se débarrassant des confusions idéologiques nées bien souvent de leurs origines sociales.

Si les travailleurs ne passent pas, eux-mêmes avec esprit de responsabilité, à l'offensive, s'ils n'imposent pas leur juste direction, leurs justes idées nées de leur connaissance réelle

(et non déformée ou imaginée) des conditions d'existence et des aspirations profondes des masses populaires, le révisionnisme moderne pourra perpétuer son action malfaisante. Assez de bavardages et de théories plus ou moins confuses ! Des actes concrets, voilà ce qui devient possible, ce qui devient urgent. Car, nous l'affirmons en pesant nos mots, si la plus grande organisation syndicale n'était pas à son sommet entre les mains d'agents au service de la bourgeoisie, elle pourrait dès aujourd'hui lancer avec succès un appel à la grève générale illimitée avec occupation des usines et autres formes de lutte active ; les conditions objectives sont de nouveau mûres, comme en mai-juin 1968, pour le déclenchement et le développement de luttes révolutionnaires de masses ; nous sommes engagés dans une nouvelle montée de la combativité des forces prolétariennes. Les conditions nécessaires pour arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme sont de plus en plus favorables.

Aussi dépendra-t-il bientôt des marxistes-léninistes les plus conséquents que soient ouvertes de nouvelles brèches mortelles dans le maillon français de la chaîne capitaliste mondiale de plus en plus fragile. Même s'il ne s'agit pas encore de la victoire définitive de la révolution prolétarienne, des coups puissants peuvent être de nouveau portés à la bourgeoisie et à sa domination de classe.

Un siècle après la Commune, plus que jamais, l'initiative révolutionnaire appartient au prolétariat. De même qu'en Italie, des masses immenses sont prêtes à se rassembler pour l'action, sous sa direction, contre la politique d'exploitation, d'oppression et de misère du pouvoir de l'Etat des monopoles capitalistes.

En avant pour l'organisation de nouvelles grandes luttes révolutionnaires des masses populaires de France !

Abonnez-vous...

Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
	40 pour 6 mois
	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

LISEZ LES CLASSIQUES DU MARXISME-LÉNINISME !

Editions en langues étrangères de Pékin

MARX-ENGELS - Manifeste du Parti communiste	1,05
MARX - Salaire, prix et profit	2,00
MARX - Travail salarié et capital	0,85
LENINE - Deux tactiques de la social-démocratie dans la révolution démocratique	1,60
LENINE - L'Etat et la révolution	2,00
LENINE - De l'Etat	1,00
LENINE - L'impérialisme, stade suprême du capitalisme	2,00
LENINE - La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky	1,40
LENINE - La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)	1,20
STALINE - Des principes du léninisme	3,00
LENINE - Karl Max	0,85

En vente à la librairie « Le Phénix »
72, boulevard Sébastopol, Paris-3^e

Editions « Naim Frashëri » de Tirana

STALINE - Anarchisme ou socialisme ?	2,00
STALINE - Le marxisme et la question nationale	2,00
STALINE - Le matérialisme dialectique et le matérialisme historique	1,50
STALINE - L'homme, le capital le plus précieux, suivi de « Pour une formation bolchévik »	2,00
STALINE - Le marxisme et les problèmes de la linguistique	2,00
STALINE - Des principes du léninisme	3,00

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard de Sébastopol, Paris (3^e).

ou par notre intermédiaire,
L'Humanité Rouge, boîte postal 134, Paris (20^e).

(Pour toute commande passant par notre intermédiaire, règlement au C.C.P. - H.R. - n° 3022672 - La Source, en ajoutant 0,80 F de frais d'envoi pour 1 seul exemplaire, 2 F pour 2 exemplaires et plus.)

RENNES : PAYSANS, OUVRIERS, UN SEUL COMBAT !

Camarades,

Nous vous envoyons ci-joint un tract distribué le jeudi 9 par le C.D. H.R. de Rennes à un meeting qui avait lieu à Saint-Brice-en-Coglès (40 à 50 km de Rennes).

Ce meeting avait pour objectif la dénonciation des conditions faites à un fermier par sa propriétaire, Mlle de Poulpique du Halguet (la Vicomtesse...), qui possède de multiples fermes dans la région : interdiction d'améliorer son habitat, obligations d'entretiens inutiles, etc. A peu près 1 000 personnes, dans cette région dominée politiquement par la bourgeoisie (par le biais de la hiérarchie catholique) étaient venus protester, à l'appel de la F.D.S.E.A. d'Ille-et-Vilaine soutien des gros agrariens du bassin parisien) et de la Fédération Nationale des Fermiers et Métiayers. Si l'assistance applaudissait à chaque moment que la lutte de classe apparaissait dans les propos des orateurs, pour ceux-ci, il n'était question que d'appeler à la raison les propriétaires, de quémander une nou-

velle loi sur les fermages et de faire pression sur les parlementaires : ils se présentaient eux-mêmes comme les meilleurs défenseurs de la propriété (sic), en ne dénonçant pas « ce qui n'était que des abus ». Ce qu'ils montraient d'ailleurs dans les faits, en insistant lourdement sur le fait que la réunion n'avait qu'un objectif d'information : ils avaient raison d'être inquiets, les pauvres, le domaine de la « Vicomtesse » étant à moins d'un km du lieu du meeting (« d'autres moyens de lutte seraient adoptés... plus tard »).

Le tract avait pour objectif de faire connaître la position marxiste-léniniste sur la paysannerie, en vue de repérer les éléments avancés. Il a entraîné des discussions à la fin du meeting, révélant le désaccord fondamental d'au moins quelques participants avec les « orateurs », il en entraînera certainement d'autres. Reste à récupérer ce travail.

Une critique au tract : il aurait peut-être fallu dénoncer la F.N.S.E.A. comme le syndicat des gros agrariens.

I. — Le pouvoir capitaliste opprime les travailleurs de la terre

Les exploités

Les fermiers de l'Ouest et en particulier ceux d'Ille-et-Vilaine subissent encore à travers leurs baux, des obligations venant tout droit de l'époque féodale : travaux d'entretien des chemins, travaux à la journée, etc. De plus, ils ne peuvent améliorer leur travail et leurs conditions de vie en transformant le fond, sans le bon vouloir du propriétaire.

En plus du propriétaire, le petit paysan doit affronter la concurrence des cumulateurs qui ont les mains libres grâce au plan Boulin, et des capitalistes agricoles.

Vers une agriculture capitaliste

De plus en plus, on assiste à l'élimination des petits fermiers et des petits propriétaires : ceux qui partent sont laissés à leur triste sort (salaire de misère, travail ingrat).

Ceux qui essaient de résister sont obligés de s'endetter (montage de stabulation libre, achat d'une salle de traite). Malgré tout, ils restent à la merci des désirs des capitalistes qui, par l'intermédiaire du plan Mansholt, veulent supprimer plus de la moitié des paysans-travailleurs, en 10 ans.

L'élimination de cette masse créera pour les gros patrons de plus grands profits (plus de terres, plus de machines, plus d'ouvriers), mais aussi, grossira le nombre des chômeurs entraînant une baisse des salaires dans le secteur de l'industrie.

En plus, les paysans-travailleurs font les frais des difficultés du capitalisme : on bloque le prix des produits agricoles alors que le prix des engrais, tracteurs, etc., augmentent.

La réforme du crédit agricole permettra de limiter le crédit, etc.

II. — Le capitalisme exploite les ouvriers

En mai 1968, les ouvriers se sont révoltés contre les conditions qui leur sont faites : salaires dérisoires quand on a payé le loyer, la nourriture et les autres charges, cadences de travail infernales, régime policier à l'intérieur de l'usine (Citroën).

Le capitalisme est l'ennemi commun. Luttons tous ensemble contre lui aux côtés de la classe ouvrière, dans un front uni.

Pour :

La terre à ceux qui la travaillent !
L'unité paysans-ouvriers-étudiants !
Le socialisme !

MARSEILLE : S.I.A.P. PEUGEOT

Ci-joint l'exemplaire d'un tract C.G.T. qui démontre clairement que la ligne suivie par les dirigeants révisionnistes de la C.G.T. débouche tout naturellement dans les marais de la collaboration des classes.

Trompés par les bonzes du genre Séguy, les dirigeants du syndicat C.G.T. de la S.I.A.P. - Peugeot brûlent les étapes : de la « démocratie avancée » du P. « C. » F., ils passent directement à la conception des « travailleurs patrons » !

Faute d'avoir formé des militants révolutionnaires, la direction de ce syndicat cherche donc désormais à étendre son influence sur la clientèle... qui peut se payer, malgré « l'austérité », une voiture de 1 000 000 de francs anciens !.

Correspondant Humanité Rouge.

LES TRAVAILLEURS DE LA S.I.A.P. A SON AIMABLE CLIENTELE.

Nous avons le regret de vous informer que nous ne pourrions pas assurer la livraison de vos véhicules dans les délais établis, en raison des actions revendicatives (grèves diverses) que nous pouvons être contraints de faire.

En effet, la direction prétend nous supprimer la prime de lancement de la « 304 », parce que nous avons appuyé nos revendications par une heure de grève, devant les refus qui nous étaient formulés.

La direction a d'ailleurs reconnu le bien fondé de nos demandes en accordant une très légère augmentation.

C'est pourquoi nous comptons sur votre compréhension et votre aide pour faire respecter nos droits et obtenir les revendications encore en suspens.

La Section Syndicale C.G.T.
« S.I.A.P. - PEUGEOT »

FRONT UNI (numéro 2)

SOMMAIRE

Un mois d'octobre riche d'enseignements	3	La situation des commerçants : un impôt anachronique : la patente	11
Sur le front ouvrier	4-5	Palestine, étude historique	12
Les problèmes des étudiants ..	6	Albanie, 25 ans de socialisme ..	13
Front contre la répression	7	Le monde en lutte	14
Tribune de libre discussion : interview de Luc Barret, président de l'U.N.E.F.	8-9	Défense des travailleurs immigrés (texte en français, arabe, espagnol, portugais)	15-16
Sur le front paysan : le problème du syndicalisme agricole ..	10		

REIMS : S.I.F.A.C. - QUELLES LEÇONS TIRER DE TROIS SEMAINES DE LUTTE ?

1. Réalisation de la véritable unité à la base.

Sur la chaîne de montage et au service étalonnage, l'unité a été réalisée à 100 %. C'est la première fois qu'un tel fait se produit à la SIFAC. Jamais au cours de grèves précédentes (exemples les grèves tournantes de février 1968), cela n'a été possible.

Elle a pu être réalisée grâce à la forme d'action employée (grève perle), décidée par tous les travailleurs intéressés. Ceux-ci avaient conscience qu'ils luttaient efficacement (réaction immédiate de la direction).

Cette forme d'action est radicalement différente de celles proposées habituellement par les syndicats (ex 1/2 grève par jour, février 1968). En somme des actions démobilisatrices et affaiblissant la combativité ouvrière.

Les travailleurs savent très bien que ce n'est pas seulement la discussion qui améliorera leurs conditions de vie, que seulement la lutte est payante.

2. Position des délégués de la C.G.T.

Deux faits sont apparus :

1) Les délégués sont toujours à la remorque des masses : attendre que les ouvriers entrent en action et ensuite aller discuter avec le patron, telle est pour eux leur rôle. Alors que normalement ce sont eux qui devraient impulser, déclencher les luttes.

2) Trahison ouverte de l'action de la chaîne de montage par les délégués. Ceux-ci ont été jusqu'à imposer à une candidate aux élections de ne pas participer au mouvement.

Ils ont traité ceux qui veulent agir de gauchistes. Leur principal travail pendant cette période de lutte était de colporter partout que la maîtrise revendique pour les ouvriers. Quand on connaît certains chefs, cette affirmation est grotesque.

Beaucoup de camarades ont ressenti le manque de combativité de la C.G.T. et son esprit capitulaire, et la dénoncent comme soutien du patronat. Par contre ceux-ci sont découragés et ne veulent pas engager le combat isolé. Ils n'ont pas conscience de leur force. Ils ont aussi peur de se réorganiser (dégénérescence de la C.G.T.).

D'autres restent à la C.G.T. tout en ressentant un malaise. Ils ont l'impression de se sentir protégés par cette organisation « puissante ».

La situation est favorable pour la création d'un comité de base solide et bien implanté (les tracts sont rédigés par quelques camarades anti-révisionnistes).

3. Le manque d'organisation entraîne un manque d'efficacité.

Les actions dures se sont limitées à un atelier. Là où la C.G.T. est plus représentative, les travailleurs sont moins combattifs. Mais ceux-ci ont cédé au chantage à la lettre recommandée de peur de se retrouver isolés.

Actuellement nous ne pouvons affirmer qu'ils auraient été soutenus par le reste de l'usine (quoique les travailleurs soient solidaires face à la répression). Nous ne pouvons nous appuyer que sur des hypothèses.

Voici une rapide analyse de la situation dans les différents ateliers.

Montage : (50 travailleurs, hommes et femmes, très peu d'immigrés). C'est là que c'est déroulée la grève, l'influence de la C.G.T. a très fortement diminué.

Plastique : (30 travailleurs, hommes et femmes, peu d'immigrés). Influence assez forte de la C.G.T.

Transfert : (30 travailleurs hommes, fort pourcentage d'immigrés). C'est un atelier où l'influence syndicale n'a jamais été forte.

Entretien : (40 travailleurs hommes, pas d'immigrés). La C.G.T. n'a pratiquement plus aucune influence. Mais l'atelier d'entretien ne peut avoir une action efficace vu sa position dans le processus de production.

Fonderie : (60 travailleurs hommes, majorité immigrés). Cet atelier, du point de vue tactique présente une grande importance. Il y a quelque temps, il était le plus combattif de l'usine. Des ouvriers sont partis et ont été remplacés par des immigrés (Nord-Africains et Yougoslaves).

Actuellement les travailleurs français sont en minorité (40 % environ). Ils n'osent pas déclencher d'actions de peur de ne pas être suivis et d'échouer. De leur côté les immigrés n'osent pas revendiquer vu leur situation en France. Ils ont conscience de l'exploitation patronale, certains s'intéressent de près à l'action politique ou syndicale.

Il a été proposé à l'un d'eux (Algérien) d'avoir une activité syndicale. Cela ne lui déplaît pas. Il a l'impression que les Français sont racistes et que ceux-ci ne lui feront pas confiance.

C'est la presse et la propagande bourgeoise qui divise les travailleurs, les rendant méfiants les uns des autres. La bourgeoisie sait très bien que le jour où l'amitié se fera elle ne restera plus longtemps au pouvoir.

Nos tâches :

a) Démontre d'après les faits aux militants honnêtes de la C.G.T. qu'ils sont trompés et trahis ; donc isoler ceux qui font le jeu de la bourgeoisie et les dénoncer comme collaborateurs de classe.

b) Réaliser l'unité de fait entre tous les travailleurs, surtout entre immigrés et français.

c) Combattre le sentiment anti-organisationnel né de la trahison C.G.T.

d) Créer le comité de base, embryon du futur syndicat de lutte de classe.

Des travailleurs de la SIFAC.

PARIS : A PROPOS D'UNE GRÈVE A LA M.N.E.F.

Les employés parisiens de la M.N.E.F.

(1) ont mené récemment une grève pour obtenir un passage automatique, au bout d'un certain temps — et non plus décidé arbitrairement — du grade A.T.Q. au grade A.T.H.Q. (2) (mieux payé) — une réduction des cadences de travail (diminution du nombre quotidien de dossiers à traiter).

La grève s'est prolongée pendant plus d'une semaine et s'est terminée sur un compromis désavantageux pour les travailleurs puisqu'il renvoie la satisfaction de leurs revendications à la future tenue de la commission paritaire — ce qui permet pour l'instant de passer à la trappe d'une façon ou d'une autre lesdites revendications.

La direction de la M.N.E.F. est élue par les étudiants et gère leur régime particulier de Sécurité sociale. Cette direction est actuellement tenue par des membres du P.S.U. qui veulent à la fois :

— mettre cette institution de S.S. « au service des étudiants » ;

— préserver sa gestion par les étudiants eux-mêmes (contre les empiètements, les contraintes et les pressions venant du gouvernement) ;

— et ne pas léser les intérêts du personnel.

De fait, le bureau de la M.N.E.F. résout la contradiction en s'opposant aux employés, et adopte une attitude inadmissible.

Ainsi, il a calomnié la récente grève, la laissant pourrir, refusant de recevoir les délégués des grévistes, mais traitant avec les syndicats officiels — F.O. à laquelle appartient le directeur du centre, la C.F.D.T. à laquelle appartiennent peu

d'employés, et la partie non gréviste de la C.G.T.

Ces tripotages commençant à être connus dans le milieu étudiant et suscitant l'indignation des progressistes (3), le bureau national de la M.N.E.F. a accepté un compromis minimum (accepté également par la fédération C.G.T.) et s'est empressé aussitôt après la reprise du travail de remettre en cause l'automatisme de la qualification ; de repousser la signature éventuelle d'un protocole d'accord aux instances ultérieures de la commission paritaire ; de diviser les employés en donnant deux jours de congés aux non-grévistes...

Surtout, ayant admis le principe du paiement des jours de grève, il déciderait de ne verser que le 2/5^e de ce paiement aux grévistes eux-mêmes, les 3/5^e restant allant à la caisse de grève F.O. de la S.S. (4).

N'est-ce pas là une attitude réactionnaire ? Une attitude de patron de combat ?

On peut remarquer à propos de cette affaire l'attitude pour le moins ambiguë du bureau national de l'U.N.E.F. (également aux mains du P.S.U.) qui sort un texte embarrassé prenant position en faveur des grévistes — après la fin de la grève...

(1) Mutuelle Nationale des Etudiants de France.

(2) Agent Technique (Hauteement) Qualifié.

(3) De nombreux C.A. ont pris position en faveur des grévistes et condamné l'attitude du bureau national de la M.N.E.F.

(4) Cette caisse est — détail piquant — tenue par l'A.J.S. (trotskiste).

LE GRAIN DE SEL D'UN TRAVAILLEUR - Proposition de révision des statuts de la C.G.T. au prochain Congrès du 16 au 21 novembre 1969

Dans l'Humanité Rouge, numéro 25, du 11 septembre 1969, dans le deuxième article du titre cité ci-dessus, nous analysons le préambule et les statuts de la C.G.T., au regard de l'orientation imposée par les révisio-réformistes : Ségué, Krasucki et leurs suites.

En conclusion, nous déclarons : « Pour couvrir les violations, citées ci-dessus, nul doute qu'aux prochains congrès confédéraux, il leur faudra modifier à la fois le préambule et les statuts », ensuite, nous préconisons une des orientations à suivre.

Depuis cette date et cet article dans l'Humanité Rouge, les événements ont évolué et nous donnent en partie raison. Le commis-voyageur du capital se réclamant de la classe ouvrière, le révisio-réformiste Krasucki au nom du C.C.N. de la C.G.T. se promène dans les hautes sphères de son organisation (car pour lui pas question de s'expliquer avec la base des travailleurs syndiqués) pour préparer la révision des statuts confédéraux.

Le 37^e Congrès de la C.G.T. se tiendra du 16 au 21 novembre 1969.

Le Monsieur, cité ci-dessus, tout en développant son argumentation précise : « Que c'est une décision du 36^e Congrès et les propositions du C.C.N. des 6 et 7 mai derniers » (Ils ont bien célébré le 1^{er} anniversaire de leur grande trahison nationale mai-juin 1968). Il déclare : « Nos statuts sont anciens, vu la vie moderne, les problèmes nouveaux, donc il faut se mettre à jour, avoir une définition plus précise et actuelle de la C.G.T., il faut traduire la démocratie syndicale qui est la base de la vie de la C.G.T., son caractère unitaire fédéraliste ».

Quand au préambule, il déclare : « Il n'est pas inutile de signaler qu'il demeure inchangé. On conserve le préambule adopté au Congrès de Toulouse en 1936, la charte d'unité des deux délégations représentant la C.G.T. et la C.G.T.U. est toujours d'actualité. »

Sacree contradiction, le préambule est d'actualité, les statuts sont anciens, il est vrai qu'arrivés à leur stade, ils n'en sont pas à une contradiction près.

Revenons très vite aux statuts : dans l'ancien article 1^{er}, il y figurait la suppression du patronat et du salariat.

Proposition nouvelle précisée : « Suppression de l'exploitation par la socialisation des moyens de production et d'échange ; la C.G.T. se prononce et agit pour la réalisation d'une organisation syndicale unique. »

Réponse. Analysons de près ces propositions, elles camouflent beaucoup de surprises à venir, et précisent très bien la phrase de Ségué à un Congrès d'U.D. : « La C.G.T. ne veut pas la révolution ».

En effet, une telle proposition permettra d'éliminer complètement tout contenu et orientation révolutionnaire de classe, et permet au grand jour l'orientation ultra réformiste de collaboration de classe, comme les syndicats trade unioniste d'Angleterre et des U.S.A.

En 1947, les syndicats et la C.I.A. yankee avec le plan Marschal avaient financé le traître Jouhaux pour la création de F.O., mais F.O. n'avait pas osé modifier l'article 1^{er}.

22 ans après, Ségué, Krasucki avec la bienveillance de Frachon prennent la même route avec modification statutaire. Quand à la prétendue socialisation des moyens de production, une grande partie de l'année 1969, a été pour nos hauts représentants du capital dans le travail, la grande campagne des nationalisations, des grands secteurs clés avec gestion démocratique.

Par gestion démocratique, il faut comprendre dans leurs esprits que les gros actionnaires capitalistes tirant des profits énormes de l'exploitation directe des travailleurs, resteront les gestionnaires avec les mêmes privilèges d'exploitation et financiers garantis par l'Etat des monopoles et du capital. Les travailleurs de chez Renault S.N.C.F.-E.D.F., etc., en savent quelque chose, et c'est là que les luttes de classe sont, en ce moment, menées avec le plus de vigueur et de dureté. Les échecs du moment sont seulement dus aux trahisons des organisations réformistes C.G.T., C.F.D.T., F.O., etc. Ils ont une conception tout à fait personnelle de la socialisation calquée des pays de l'Est sous domination de l'U.R.S.S. qui sont en fait des pays capitalistes baptisés socialistes.

Sous peu de temps, nos Ségué et autres, nous présenteront ces dites « nationalisations » comme étant la socialisation des moyens de production, et là, nous avons l'explication de leur coexistence pacifique, passage pacifique, etc.

Article 5. — « Concerne la vie interne de la C.G.T., la démocratie syndicale, règle et fonctionnement des organisations

confédérées dans l'élaboration des revendications et formes d'action. »

Réponse : Chacun de nous, les travailleurs de chez Renault et de toutes les corporations, les roulants de la S.N.C.F. savent très bien comment ces principes sont respectés et peuvent y répondre avec précision.

Article 17. — Il est précisé par exemple : « L'édition de quatre séries de cartes confédérales, actifs et retraités (deux séries à caractère corporatif, deux séries à caractère inter-corporatif) avec rappel des impératifs et règlement financier. »

Réponse : Ainsi donc, nos grands idéologues cégétistes aux mains très blanches, très lisses, sans ampoules et sans corne, ne se contentent pas de réussir et multiplier momentanément la division des grévistes catégorielles dans chaque corporation, les uns après les autres, et corporation après corporation, en trahissant au grand jour les luttes de classe qui s'organisent et démarrent de la base. En plus de la division de l'organisation, verticalement par corporation et horizontalement par les échelons nationaux, régionaux, départementaux et locaux, qui reprennent à leurs comptes l'organisation verticale, comme la division n'est pas suffisante et qu'il y a une quantité de permanents à caser (financés en grande partie par l'Etat des monopoles, gouvernement, le capital et sa publicité) ils introduisent quatre nouveaux modèles de cartes : c'est une mesure bureaucratique qui divise les syndiqués entre eux.

S.M.N. (Société Métallurgique de Normandie, Caen-Mondeville)

NOUVELLES LUTTES NOUVELLES TRAHISONS

Malgré les appels désespérés du gouvernement à la collaboration des travailleurs au plan d'austérité (plan qui vise à faire payer aux masses laborieuses les difficultés du capitalisme français), la combativité ouvrière ne cesse de se manifester : grèves « thomboses », grèves « sauvages », occupation de Renault-Le Mans, etc.

Mais partout, les syndicats réformistes ou révisionnistes bradent les luttes pour des miettes.

Les luttes qui se mènent en ce moment à la S.M.N. en sont un nouvel exemple.

Depuis la mi-octobre, débrayages continus dans diverses parties de l'usine.

A la suite du licenciement d'un ouvrier (père de 6 enfants) quelques ingénieurs et contremaîtres sont séquestrés par les travailleurs en colère dans la nuit du 24 ou 25 jusqu'à la levée de la sanction.

Lundi matin, les travailleurs apprennent le licenciement de deux délégués C.F.D.T. très combattifs et l'avertissement donné à deux délégués, un C.G.T. et un C.F.D.T.

Les syndicats lancent un mot d'ordre de grève pour la journée du 28. Le matin, un meeting a lieu. Cagnard, délégué régional C.F.D.T., très combattif, propose, à la grande surprise de la C.G.T., ce que beaucoup de travailleurs attendaient : l'occupation de l'usine. Les pontes de la C.G.T., ne voulant pas reculer immédiatement, imposent le vote à bulletins secrets, c'est-à-dire la démocratie bourgeoise au lieu de la démocratie ouvrière !

Résultats du vote : 60 % pour l'occupation, 40 % contre.

Mais l'avis des travailleurs même à bulletins secrets, comptant peu, l'U.D.-C.G.T. prétexte que le nombre de votants est insuffisant : le mot d'ordre d'occupation est rejeté bureaucratiquement.

La C.G.T. propose un bel enterrement : débrayages limités, délégations intersyndicales à la direction et à l'inspection du travail.

Bien évidemment, elle pond sa « mise en garde « habituelle » contre les gauchistes-aventuristes ». Les travailleurs doivent garder leur « grande force tranquille », « être extrêmement vigilants », « se défier des mots d'ordre aventuristes qui aboutiraient à diviser le personnel au bénéfice de l'administration ».

Mais les travailleurs ne s'en laissent pas compter : ils prennent de plus en plus conscience de la trahison de la C.G.T. et de la nécessité de s'organiser à la base.

Correspondant H.R.

Conclusion : le sieur Krasucki déclare : « On peut dire que l'on retrouve, au travers de toutes les modifications au statut proposés une grande idée.

La C.G.T., organisation moderne, démocratique et de classe, a besoin, pour atteindre ses objectifs, d'élever la capacité de direction, d'action et d'organisation de l'ensemble des organisations confédérées. »

Conclusion générale : Si nous avons vu plus haut l'orientation et les buts à atteindre de la direction de la C.G.T., il faut bien comprendre que nous aurons à faire à une lourde direction qui imposera de plus en plus fortement son orientation ; déjà en ce moment leur influence est en régression, et ils se préparent et se battent non plus pour organiser et syndiquer les travailleurs, mais pour maintenir l'appareil au service du capital en place le plus longtemps possible, exactement comme le fait le P. « C. » F.

L'Humanité Rouge a à maintes fois rappelé l'orientation à prendre face à ce problème tant pour les militants ou adhérents encore à la C.G.T. que pour les comités de base ; sans aucun doute nous serons obligés un jour d'avoir un appareil non pas de direction qui impose, mais de coordination des comités de base, placés directement sous le contrôle des masses dont les militants seront chargés de donner une orientation juste révolutionnaire de classe, et ceux qui n'auront pas appliqué les décisions prises en commun avec la base seront révoqués par les

masses ; il faut dès maintenant que dans chaque classe sociale il en soit ainsi, classe ouvrière, enseignants, étudiants, petits commerçants, artisans, petits paysans travailleurs ; toutes ces classes sont directement victimes du capital, donc leur intérêt est commun, il est de s'unir entre elles et avec la classe ouvrière et de se placer directement sous le contrôle du prolétariat.

Deux voies apparaissent à l'horizon. La première, c'est la dernière étape de la dictature du capital, c'est-à-dire le fascisme, ce camp est représenté par toute la bourgeoisie capitaliste, à laquelle se rallient maintenant non seulement la social-démocratie, mais aussi le P. « C. » F. révisionniste des Rochet, Ségué et consorts.

La social-démocratie et le révisionnisme forment dès maintenant l'aile gauche du fascisme, et servent de marche-pied à son instauration.

La deuxième grande voie, c'est la voie révolutionnaire, et nous serons seuls avec les masses au moment décisif, ce sera sans aucun doute une lutte sans merci, très dure, violente, mais, c'est l'orientation et le chemin le plus direct et sûr pour se préparer au renversement de la dictature du capital, et imposer la dictature du prolétariat, en s'emparant des moyens de production, des leviers de commande de l'appareil d'Etat du capital, pour l'instauration d'une démocratie populaire et le socialisme.

Un correspondant ouvrier.

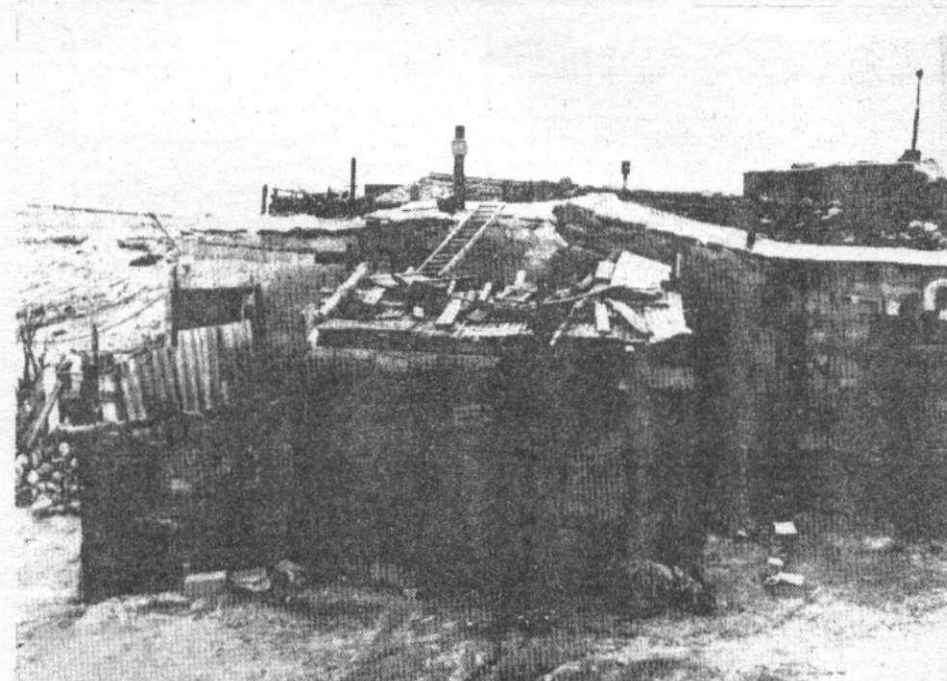
AIX : d'un bidonville à l'autre...

« Moi, je résoudrai définitivement la question des bidonvilles » : argument traditionnel de tout candidat aux élections municipales, mais problème toujours écarté après la campagne électorale.

Depuis plus de 11 ans, des travailleurs — maçons, charpentiers, peintres en bâtiments, — vivent dans le bidonville pudiquement appelé « cité d'urgence ». Il y a 11 ans, le maire donnait à 10 familles 10 wagons pour y loger « pendant 6 mois ».

Aujourd'hui, 75 familles vivent entassées dans des taudis

- humidité,
- invasion de rats,
- les services de nettoyage ne passent plus depuis trois mois.



Lutons tous unis contre les bidonvilles

Quel sera ce nouveau bidonville ?

Un véritable camp de baraquements appelé lui aussi « cité de transit ».

- Il est situé à 6 km d'Aix ;
- pas de moyens de communication ;
- construction bâclée (pas de fondations, pas d'enduit sur les murs, moellons disjoints) ;
- règlement intérieur draconien prévu, et deux gardiens le tout entouré de grillages, comme dans un camp de concentration.

La municipalité, les H.L.M. et les patrons prouvent une fois de plus qu'ils consi-

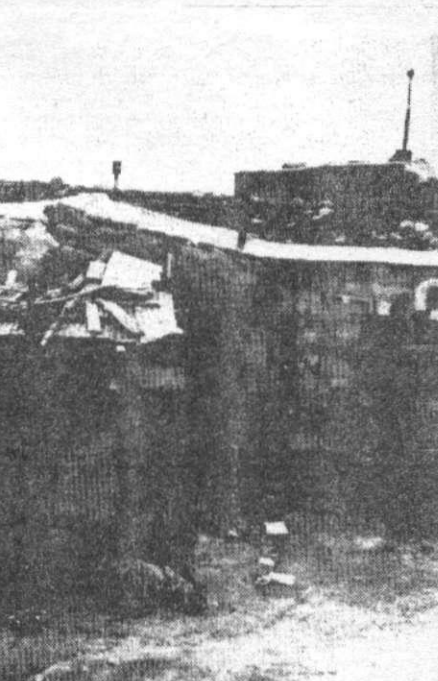
Il y a quinze jours, les familles ont reçu un préavis d'expulsion, puis une convocation, les sommant de se rendre au tribunal et de payer une amende pour couvrir des frais de tribunaux.

Au procès, devant la présence des habitants du bidonville, déterminés et révoltés le juge d'instruction annonça que l'amende était « due à une erreur »...

Pourquoi cette révolte des habitants ?

— La « solution » imposée par la municipalité est de transférer comme du bétail la majeure partie des familles de travailleurs dans un autre bidonville.

— Pas de choix possible : menaces d'expulsion par la force, refus d'admission dans les H.L.M.



dèrent les travailleurs comme des bêtes de somme et rien de plus... Les travailleurs du bidonville, comme les autres, ont au moins droit à être logés dans un H.L.M.

LES HABITANTS DU BIDONVILLE FONT APPEL A LA SOLIDARITE DES TRAVAILLEURS POUR LES AIDER.

- A RESISTER A CES MANOEUVRES.
- A EXIGER DES LOGEMENTS DECENTS.

Des travailleurs du bidonville.

UNITÉ A LA BASE

A propos de la "Démocratie syndicale"...

Simultanément, l'Union départementale jaune de F.O. et Henri Krasucki, secrétaire de la C.G.T. lancent deux appels contradictoires :

— Krasucki : « Il faut utiliser les nouvelles libertés syndicales pour renforcer la démocratie syndicale... » en consultant tous les camarades ».

— F.O. : « ... depuis mai 1968 on ne parle plus d'accord... mais de protocoles d'accord que l'on soumet à la base avant de conclure. Il s'agit là, en fait, de fausse démocratie. Les responsables syndicaux ont été élus et mandatés pour parler en leur nom à tous les niveaux. C'est cela la démocratie ».

On le voit, les complices qui signèrent de concert à Grenelle, à Tilsitt, au petit Grenelle des roulants de la S.N.C.F., et à tant de Grenelle précédents, se disputent la palme de la « vraie » démocratie.

C'est à la fois risible et révoltant.

Où et quand les travailleurs ont-ils mandaté les grands chefs syndicaux pour signer les trop fameux accords de productivité en 1951 et après ?, et tous les autres accords aussi ?

Où et quand furent consultés « tous les camarades » à propos de la signature de Grenelle ?

Où et quand les ouvriers syndiqués furent-ils consultés sur la tactique de négociation secteur par secteur en mai-juin 1968 au lieu de négocier en bloc, et durement, au nom de 10 millions de grévistes ?

Où et quand les ouvriers syndiqués ont-ils mandaté des « responsables » pour signer l'accord sur la « prétendue garantie de l'emploi » qui organise le chômage et les fermetures d'usines « légales » dans le calme ?

Pourquoi la revendication : le S.M.I.G. à 100 000 AF, avancée par les ouvriers de Renault-Billancourt en mai-juin 1968 ne fut-elle pas reprise par les syndicats ?

Où et quand les ouvriers ont-ils été consultés sur l'admission des cadres dans leurs syndicats, alors que les cadres — dans leur immense majorité — se conduisent avec nous comme des ennemis ?

On le sait bien, les ouvriers — même les syndiqués — n'ont jamais été consultés sur ces choses importantes et ils n'ont jamais mandaté personne pour cela.

La vérité est que ça s'est fait au-dessus d'eux, en dehors d'eux... contre eux.

Alors, combien apparaissent risibles et révoltantes ces considérations vertueuses sur la « démocratie », par mandat pour les uns, par consultations directes pour les autres.

Ces deux formes complémentaires de la véritable démocratie prolétarienne sont tournées à la fois en dérision par les congrès « préfabriqués » et les interventions unilatérales et autoritaires des « porte-paroles » dans les assemblées régulières — quand il y en a...

Mais la démocratie a la peau dure ; aussi dure que les aspirations et révoltes populaires ! Officiellement interdite ou emputatisée la démocratie qui brilla d'un éclat si vif durant le printemps historique de 1968 s'est réfugiée au gré du reflux dans les jeunes comités de base et d'action.

Que seuls les imbéciles osent rire !

Le respect et l'amour ardent de la démocratie qui nous animent correspondent aux aspirations les plus vraies et les plus profondes des masses. Du règne de la nécessité, vers le règne de la liberté, inexorablement, sourdement, les masses se fraient la voie.

La vraie démocratie préside à leur marche, à leur organisation en cours de marche, à leur centralisation. C'est ça la roue de l'histoire... Krasucki-F.O.

Correspondant H.-R. Lyon

S.N.C.F. : LA CAROTTE ET LE BATON

Le pouvoir et la direction S.N.C.F. sont confrontés à un problème difficile :

Comment éviter d'être contraints de tenir leurs propres engagements concernant la réduction de la durée du travail, les salaires, etc., sans provoquer en même temps la généralisation des arrêts de travail chez les cheminots ?

Les derniers développements de la situation ont montré comment les Fédérations syndicales entendaient participer à cette entreprise d'« apaisement ».

Avoir l'air de soutenir, et même de promouvoir des mouvements revendicatifs locaux (Hausbergen, Toulouse, Marseille), sur des problèmes particuliers à telle ou telle résidence (effectif, conditions de travail...) mais,

— empêcher toute extension des mouvements en leur maintenant un caractère local, et en organisant la reprise du travail sur la base de satisfactions partielles et de promesses ;

— faire patienter les cheminots désireux de lutter tous ensemble et tout de suite, en faisant miroiter la possibilité d'une telle lutte « pour bientôt », et la nécessité d'ici là, d'éviter tout mouvement « prématuré ».

Cette tactique était déjà tout entière contenue dans le communiqué interfédéral du 13-9-69, invitant en fait les cheminots non roulants à ne pas se mêler de la grève des agents de conduite.

Aujourd'hui, en vertu de la même tactique, les cheminots de Toulon sont tenus à l'écart du mouvement de leurs camarades de Marseille, et ceux de Metz, à l'écart de celui de leurs camarades de Hausbergen.

Mieux, dans une même résidence, certains cheminots sont en grève, alors que d'autres sont au travail.

La S.N.C.F. lâche de son côté juste ce qu'il faut pour permettre aux Fédérations syndicales de poursuivre une telle tactique sans perdre complètement la face.

— Sur le plan local, on ne supprimera qu'une partie des postes prévus, on promettra l'embauche d'auxiliaires et on « étudiera » les aménagements d'horaires susceptibles de satisfaire les demandes les plus urgentes du personnel.

— Sur le plan national, on accordera quelques satisfactions mineures. Ainsi, le 21 octobre, la direction S.N.C.F. a annoncé une série de mesures dont les principales sont les suivantes :

— Octroi d'une gratification uniforme de 90 F à tous les cheminots lors de la paye de novembre.

— Octroi d'une prime de transport de 10 F aux cheminots marseillais, lyonnais et lillois.

— Majoration de 5 % des indemnités pour le travail de nuit.

— Incorporation de certains éléments de traitement dans le calcul de la retraite (à compter du 1-1-70).

Il faut noter que la prime de transport et la majoration de la prime de nuit, vieilles revendications (jamais satisfaites) des cheminots, bénéficieront aux résidences où les cheminots sont nombreux (25 000 pour Lille, Lyon et Marseille) et combattifs (manœuvres, aiguilleurs, agents de conduite...).

Simultanément, la direction S.N.C.F. manie le bâton : à Marseille, par exemple, l'ingénieur en chef des gares se prépare à sanctionner durement un certain nombre de cheminots, ceux, no-

tamment qui ont pris part aux délégations, réunions, etc., soit en dehors de la période de grève, soit parce qu'ils n'appartenaient pas aux services directement concernés. Notons que le directeur régional avait pris l'engagement de ne sanctionner aucun cheminot. Mais telle est la tactique du pouvoir, de la S.N.C.F. et des Fédérations syndicales :

— donner de temps à autre quelques exutoires à la volonté de combat des cheminots ;

— accorder quelques satisfactions mineures, en particulier aux cheminots des services ou des résidences « stratégiquement importantes » ;

— frapper fort les militants les plus combattifs afin de « dissuader » l'ensemble de la corporation de se lancer à nouveau dans la lutte.

La colère est grande chez les cheminots, et ce ne sont pas les miettes et les menaces des uns, les belles paroles des autres, qui parviendront à un tel résultat.

Dans une telle situation, les militants cheminots doivent :

— exiger la réduction immédiate de la durée du travail, conformément aux promesses faites pour arracher la fin de la grève en juin 1969 ;

— exiger l'extension de la prime de transport, dans un premier temps, aux cheminots de toutes les résidences importantes ;

— préparer une riposte absolue à toute sanction pour faits, en rapport avec les récentes grèves ;

— populariser le mot d'ordre « Tous ensemble dans l'action ! Unis, nous vaincrons ! »

RHODIA-BELLE-ETOILE : PRENONS NOS LUTTES EN MAIN

Chers camarades,

Je vous adresse au nom d'un groupe de travailleurs de Rhodia Belle-Etoile, des informations concernant cette usine.

1. La direction poursuit et accélère l'automatisation pour tirer un profit maximum. Le personnel est réduit au maximum dans chaque atelier. Il n'y a pas eu à proprement parler de licenciement à Belle-Etoile mais extension des ateliers. La direction a versé le personnel qu'elle considérait en excédent dans ces nouveaux ateliers. Donc augmentation de production, sans embauchage. A titre d'exemple : atelier polymérisation Tergal, il y a un an 45 ouvriers par équipe (4x8), pour production de 120 tonnes par 24 heures. Aujourd'hui, 32 ouvriers par équipe pour une production de 220 tonnes, d'où accélération des cadences. Un ouvrier conduisait deux autoclaves, avec l'automatisation, aujourd'hui, il en mène huit.

— aucune opposition des organisations syndicales ;

— mieux, la direction a alloué 25 millions aux organisations syndicales Rhodia (Vaise, B.E., Besançon, le Péage, Roussillon), soit pour les bonzes de B.E., 4 mil-

lions qu'ils se sont fraternellement partagés (C.G.T., F.O., C.F.D.T., C.F.T., C.G.C.). Les bonzes C.G.T. ayant la plus grosse part.

Ils allèguent aux travailleurs que cette obole capitaliste leur sert à couvrir les frais d'impression de tracts.

Jusqu'à ce jour des débrayages atelier par atelier inefficaces organisés par la C.G.T.-C.F.D.T. (et sporadiques), ou une petite grève de 8 heures de temps en temps en prenant soin d'avertir la direction 24 heures avant et de plus, chuchotées et prévues de bouche à oreille (jusqu'à celles de la direction), 7 jours avant.

Les bonzes décident et ne consultent pas les travailleurs.

Les travailleurs ont exécuté à l'atelier nylon une série de débrayages depuis juin. Les travailleurs de cet atelier (32 par équipe, 4x8), débrayent à 100 % deux heures en début de poste, ou en milieu de poste, ou en fin de poste, en début de semaine ou à la fin de poste, en début de semaine ou à la fin. Les ouvriers décident d'eux-mêmes leurs débrayages, chaque équipe à tour de rôle, donnant seulement un préavis de

quelques heures. A noter que ces deux heures arrêtent la production pour huit heures et qu'il y a trois ou quatre débrayages par semaine.

La direction tente d'y mettre fin et les bonzes aussi. Nul doute que notre travail de propagande auprès des travailleurs les a incité à agir et passer outre les délégués syndicaux. Dans tous les ateliers le mécontentement grandit envers les bonzes.

— élections C.E. 1966, C.G.T., 830 voix.

... élections C.E. C.G.T., 3 octobre 1969, 520 voix, 330 abstentions.

Nous gagnons la sympathie des travailleurs, les traitres révisionnistes n'osent plus répondre à nos tracts si ce n'est par quelques insultes.

A noter l'abandon total de Vaise et Besançon, ce qui fait que par manque d'unité (voulu par les bonzes), les travailleurs ont dû reprendre sans aucun avantage.

Nous vous tiendrons au courant de la suite des événements.

Recevez, camarades, nos salutations communistes marxistes-léninistes.

TRACT DISTRIBUÉ AUX TRAVAILLEURS

au seul profit des exploiters.

Sentant le mécontentement grandir, la Direction Générale tente une diversion pour diviser les travailleurs : elle repare des classifications, non pas pour planifier, mais pour les étendre. Les syndicats C.F.D.T. et F.O. assistent à ces réunions bidons et nous laissent espérer que la direction aura fini son étude à Noël et confiera aux organisations syndicales ce projet. Camarades, vous attendez donc Pâques ou la Trinité pour voir cet œuf ! Quant à la C.G.T. elle se refuse d'être observateur dans ces réunions avec la Direction Générale. Ces militants-bonzes nous disent : « Pas de création de catégories » ; N'ont-ils pas, dans un tract tout récent, donné leur accord à la création de O.Q. 1 A-B, et O.Q. 2 A-B.

Tous ces tartuffes essaient de noyer nos revendications.

Oui, les travailleurs veulent de véritables classifications ! Ayant tous assumé plusieurs postes, ils espéraient qu'en 1967, après 34 jours et beaucoup de promesses patronales sur lesquelles les syndicats leurs ont fait reprendre le travail, ils espéraient qu'il en serait fini des différences de salaire pour un même travail ou même capacités.

Nous disons : Tous les travailleurs, ayant assumé en général plusieurs postes, auraient dû bénéficier de la classification de O.Q. 2 au minimum. Alors

qu'en 1967 nous étions en rapport de force envers la direction, les organisations syndicales ont laissé pour compte un bon nombre de O.S. et O.Q. 1.

C'est pour cela que se battent depuis 3 mois les travailleurs du P.N., et ils ont raison !

Menacés à leur tour par l'automatisation, ils ont trouvé la véritable unité dans la lutte pour le même salaire. La direction en vain a tenté de mettre fin à ce mouvement à la base, en faisant convoquer un par un, par l'ingénieur du P.N., ces camarades. Ceci en vain, car le mouvement continue. Les organisations syndicales ont tenté de briser ce mouvement qu'elles n'avaient pas contrôlé. Sous la pression des travailleurs du P.N., ils portaient les avis de débrayages décidés par la pression des travailleurs eux-mêmes. Mais ils tentent l'impossible pour casser le mouvement qu'ils ne peuvent contrôler ; ainsi ils ont falsifié les revendications posées sur l'avis du débrayage de l'équipe C, en date du 18 courant, qu'ils devaient porter à la direction.

Nous dénonçons toutes les organisations syndicales sur leur mutisme des mouvements du P.N.. Par ce silence ils isolent la lutte des travailleurs du P.N. de l'ensemble de l'usine. Les délégués syndicaux tiennent donc, comme la direction, à laisser pourrir le mouvement.

* Atelier du nylon.

ET DANS L'ACTION !

Rhodia Belle-Etoile (tract distribué aux travailleurs)

(suite de la page 6).

En vérité le gouvernement des monopoles lance une offensive anti-sociale contre la classe ouvrière et les masses laborieuses pour leur faire payer la note de la dévaluation, conséquence de la crise économique du capitalisme.

Plan de redressement : Austérité à sens unique.

Le plan de redressement, c'est l'augmentation en flèche des prix, c'est le blocage des salaires, c'est-à-dire diminution du pouvoir d'achat des travailleurs — Pouvoir d'achat déjà faible, quoique en disent Ségué et consorts qui avaient déclaré l'avoir rétabli par les accords de Grenelle —. A l'usine c'est l'augmentation du rythme crevant des cadences, car pour les capitalistes, il n'est pas question d'intérêt national mais uniquement d'augmenter leur profit.

A Rhodia BE, comme ailleurs, l'augmentation est poussée à son stade suprême, pour le seul profit de la direction qui diminue les effectifs des ateliers sans se préoccuper de la santé des travailleurs déjà menacé par le travail en continu. Que font les syndicats et leurs délégués ? Ils font des parolottes dans leurs bureaux, jouent les agents immobiliers avec les fonds du C.E. Ainsi on achète à Calvi et l'on dit comme Hatchadounian l'a fait en réunion : « Mieux valait placer les fonds que de les laisser se dévaluer ; » c'est un point de vue, et n'aurait-il pas été préférable de s'en servir pour aider les travailleurs à régler les notes de frais de fournitures scolaires de leurs enfants par exemple.

Mais sur la santé des travailleurs compromise par les cadences rien.

— La C.F.T. se tait, c'est son rôle. Elle ne va pas aller à l'encontre des profits de ses créateurs et pourvoyeurs.

— La C.F.D.T. joue l'opportunisme comme toujours.

— F.O. le syndicat jaune joue les muets ; et pour cause, lorsque l'on compte à sa tête locale un contremaître comme secrétaire, des agents de maîtrise briseurs de grève, et des candidats délégués qui ont fait dans leur majorité preuve de zèle alors que leurs camarades débrayaient.

— Quant à la C.G.T., ses dirigeants confédéraux, régionaux, ou locaux ont transformé ce syndicat de lutte de classe en une organisation de collaboration avec le patronat. Ségué et consorts ont bradé la grève nationale de 1968 pour des miettes en cassant le mouvement faisant reprendre usine par usine, refusant d'appeler les travailleurs à se battre aux côtés des étudiants et des ouvriers qui luttaient contre les forces policières.

A Belle étoile en 1967 la C.G.T. et la C.F.D.T. ont fait reprendre le travail sur un accord boiteux à propos des classifications. Pourquoi n'ont-ils pas exigé de la direction que tous les ouvriers ayant assuré plusieurs postes dans chaque atelier et tournant, aient la même classification au minimum O.Q.2.

Elle a laissé la direction reprendre la moitié de la prime d'intéressement sans appeler les travailleurs à agir. Ils se sont opposés aux propositions de débrayage immédiat d'un travailleur en disant : « Pas de provocation ».

Ils ne s'inquiètent pas de la sécurité des travailleurs, alors que la direction, toujours par appât du profit, a réduit les effectifs à BHC, BH3, au mépris du danger (risques d'explosions par l'hydrogène. Plusieurs incidents et accidents se sont déjà produits).

Que reste-t-il des soi-disants conquêtes de mai ? Un téléphone, des secrétaires, et des bureaux, dans lesquels se confinent les délégués syndicaux. Alors qu'ils se vantent d'avoir obtenu des droits syndicaux, ils doivent de venir voir les ouvriers sur leur poste de travail. Ils se contentent de convoquer les ouvriers à des assemblées de 15 à 20 auditeurs à tour de rôle. Là on ne craint pas la critique et même si des ouvriers l'apportent, nos bonzes syndicaux n'en tiennent aucun compte. Et puis, comme cela, la production de celui que l'on prétend combattre, le patron, n'en souffre pas ; le travail continue dans l'atelier.

En échange de cette docilité et trahison, la direction vient d'accorder 25 millions aux syndicats, y compris la C.G.T. qui a été la première à accepter ce gâteau empoisonné. Tout comme Ségué s'est entendu avec Descamps (C.F.D.T.) et Bergeron (F.O.) pour se partager les subventions gouvernementales et capitalistes, nos soi-disants « militants » C.G.T. de Rhodia sont tombés parfaitement d'accord avec la C.F.D.T., F.O., C.F.T. et C.G.C. pour se partager la manne capitaliste.

D'accord dans la trahison, en désaccord pour conserver les voix électorales.

Drôle de conception du syndicalisme de classe ; Ne nommons pas les collaborateurs ; ils se reconnaîtront bien.

Depuis quand, camarades, l'ennemi de classe donne-t-il de l'argent à ses fossoyeurs ?

Depuis quand le patronat paye-t-il ceux qui travaillent à sa disparition ? Depuis quand les exploités nourrissent-ils ceux qui les combattent ?

Les travailleurs sont de moins en moins nombreux dans les ateliers, ils ont de plus en plus de charges de travail, la production va sans cesse augmentant.

Que font les syndicats ? Rien !

N'est-ce pas le rôle des délégués d'organiser les travailleurs contre cette situation ?

Le pouvoir d'achat des travailleurs est fortement entamé. Que font nos bonzes syndicaux ? Ils revendiquent 8 % de rattrapage, alléguant que le pouvoir d'achat des travailleurs a été amputé de cette somme depuis mai 68. De qui se moquent-ils ? Des travailleurs et de leurs difficultés budgétaires.

Quoi qu'il en soit, les bonzes syndicaux (y compris ceux du B.E.) ont tendu la

perche aux exploités de l'U.I.C. qui ont reconnu que les prix ont augmenté de 8 % et ont dit : « Vous avez eu une augmentation de 3 % en octobre 68, en mars 69, voici 2,5 %, cela fait 8 % ».

Cela c'est le fruit de la collaboration de classe !

Travailleurs vous êtes trahis. Rejetez ces syndicats C.F.T., F.O., C.F.D.T., C.G.T., que le pouvoir et le patronat ont noyauté avec l'aide de militants corrompus.

Camarades de Belle-Etoile nous vous appelons à nous rejoindre dans un comité de base dont le but est de grouper tous les adhérents des organisations syndicales en faillite, tous les militants restés sincères, tous les inorganisés, et baser cette unité et les luttes à venir sur la lutte de classe.

A bas les compromissions, contre les subsides patronaux, pour la défense de nos intérêts ! Classe contre classe, unité à la base et dans l'action, vers la formation d'un comité de base.

Camarades, tous ensemble luttons dans nos usines, combattons la dictature bourgeoise et préparons les conditions pour la création du syndicat rouge de la classe ouvrière de France !

Pour la formation d'un comité de base, un groupe de travailleurs de Rhodia B.E.

ISSY : TEXTE D'UNE AFFICHE POUR SOUTENIR LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA GRENELLE

Après l'échec des discussions délégués-patrons, les travailleurs, immigrés et français, ouvriers et livreurs, syndiqués et non syndiqués, ont décidé de prendre en mains leurs propres problèmes.

Après des discussions à la base, ils ont fait la semaine dernière une grève de 24 heures pour l'aboutissement de leurs revendications : une rallonge de 50 centimes de l'heure.

Le patron pour essayer d'apaiser le mouvement de colère accorde 14 centimes. Mais les travailleurs ne sont pas dupes : tous unis ils décident de continuer la lutte.

Jeudi 23 : grève de 48 heures décidée ;

Vendredi 24 : grève illimitée. Le patron refuse toujours de recevoir les délégués. Les travailleurs de La Grenelle ont compris que seule l'action résolue dans la grève paie. Ils continuent le combat, immigrés et français, ouvriers et livreurs, syndiqués et non-syndiqués ; tous unis à la base et pour l'action.

Travailleurs, habitants d'Issy, soutenons la grève des travailleurs de La Grenelle ! Prenons exemple sur leur détermination.

Comité Humanité Rouge d'Issy.

A l'imprimerie Schneider de Levallois, licenciements en masse

L'imprimerie Schneider était une entreprise familiale de 150 salariés située à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine). Les actionnaires âgés ont eu tout le temps de se faire un solide magot pour leurs vieux jours sur le dos des travailleurs. Ils désiraient donc depuis au moins deux ans liquider l'affaire. Par de savantes manœuvres, ils ont réussi à licencier la moitié du personnel le 1^{er} octobre dernier. Actuellement un nouveau train de licenciements est en route. Le patron licencie donc par paquets pour que les réactions soient moins violentes. Les premiers licenciements déjà intervenus ont été rendus possibles grâce à la politique générale du Syndicat du Livre C.G.T. qui a concrètement tout fait pour chloroformer des travailleurs spontanément très combattifs et que les délégués de base C.G.T. soutenaient.

1. LES GRANDES MANŒUVRES DES CAPITALISTES : LIQUIDER L'IMPRIMERIE

L'objectif premier des patrons consistant à fermer l'usine, ils leurs ont fait croire, dans un premier temps, à l'existence de problèmes de gestion insolubles : concurrence du marché européen, blocage des prix, etc. De plus, rien n'est fait depuis douze ans pour moderniser l'atelier typo. Aussi les patrons font apparaître des déficits grandissants qui leur permettent de proposer la démission du gérant et la liquidation judiciaire fin juin.

Et manœuvre classique, on annonce le licenciement de tout le personnel juste au moment des vacances de façon que le combat se dissolve dans les départs familiaux.

A la rentrée, les capitalistes font courir en permanence de faux bruits pour désorienter les ouvriers. Ils affirment que personne n'est preneur de l'imprimerie. Les « pouvoirs publics » qui soi-disant découvrent le problème réservent leur réponse. Puis le « miracle » se produit : on annonce ce qui paraissait évident depuis le début, à savoir que les ouvriers de l'offset sont maintenus mais que, peut-être, les conditions de travail seront plus sévères. En réalité, deux capitalistes se disputent l'achat de l'imprimerie.

Mais ce n'est pas tout. On va chercher à diriger les travailleurs sur une voie de garage : les patrons vont trouver une astuce supplémentaire pour fermer en beauté. Ils refusent de payer les indemnités légales de licenciement. Schneider entraîne ainsi les travailleurs non à se battre pour le maintien de l'emploi mais pour les indemnités de départ. Cette dernière manœuvre réussit pleinement.

Le nouveau gérant nommé par l'administrateur provisoire, un nommé Lasber, directeur de l'imprimerie A.G.M. à Argenteuil prend la direction en gérance libre pour trois mois. S'il fait assez de profits et s'il contrôle bien les travailleurs il pourra continuer à les exploiter, sinon un autre candidat le remplacera.

Enfin pour couronner le tout, les patrons refusent d'embaucher certains ouvriers licenciés considérés comme trop

combattifs. On leur dit gentiment à l'embauche qu'on leur écrira...

2. LA POLITIQUE REACTIONNAIRE DU SYNDICAT PARISIEN DU LIVRE C.G.T.

Face à une stratégie patronale tortueuse, le syndicat a apporté un soutien fictif qui traduit une trahison réelle des intérêts de la classe ouvrière, à savoir le socialisme. Elle a fait comme si ses mots d'ordre étaient démobiler d'abord, collaborer ensuite et diviser pour finir.

a) Démobiliser les travailleurs et la population du quartier

Depuis deux ans, le syndicat est resté muet comme une carpe devant une situation qui pourrait devenir dangereuse pour le maintien de l'emploi. De plus, il connaît le dossier de liquidation depuis 6 mois. Enfin, récemment, il a conçu essentiellement le combat jusqu'au dernier jour comme une suite de démarches juridiques. Il a fait croire que rencontrer le préfet en juillet en août, le secrétaire d'Etat aux Affaires sociales Dechartre (gaulliste de gauche s'il vous plaît) au début et fin septembre donnerait la victoire.

Et s'il est vrai que les délégués C.G.T. ont organisé deux manifestations dans Levallois, elles se sont déroulées dans de mauvaises conditions. Alors que tout le personnel était descendu dans la rue, aucun appel à la population n'avait été fait pour la première manifestation. A la seconde, convoquée à la dernière minute, près de la moitié des travailleurs manquait et la population était restée sur la touche par manque d'informations. En langage clair, on appelle ça des manifestations soupapes.

Enfin, si des discussions politiques se sont déroulées pendant l'occupation, pas la moindre organisation militante, pas la moindre propagande sur le capitalisme et la prise du pouvoir n'a été développée pendant la grève. Si le comité d'action ne l'avait pas fait, la population ne saurait rien du déroulement de la lutte sinon par un tract bien avant l'occupation.

Voilà comment on unit le peuple au Syndicat parisien du Livre C.G.T. Et au-delà de Schneider, ce sont les travailleurs de certaines entreprises de Levallois qui sont menacés. Cette lutte méritait donc d'être menée avec la plus grande fermeté.

b) Collaborer avec le patronat

Au lieu de faire le lien constamment entre les patrons et l'Etat capitaliste solidaires, le Syndicat du Livre C.G.T. s'en est pris le plus souvent au gouvernement seul comme si le patron était un irresponsable prisonnier d'une situation identique à celle des ouvriers.

Mais là où le syndicat a montré son véritable visage, c'est en acceptant immédiatement sans combat les licenciements : « Nous ne sommes pas partisans de la politique du tout ou rien ». Il a eu l'audace de demander aux ouvriers licenciés de NE PAS FAIRE LA GREVE alors qu'ils étaient jetés à la rue la semaine suivante, sans même être assurés de toucher leurs indemnités légales !

Le patron profita de cette situation excellente pour lui pour affirmer l'avant-veille des licenciements qu'il n'avait plus un sou. La mesure était alors à son comble et la grève-occupation fut imposée par les délégués... au Syndicat parisien très réticent.

En deux jours, devant la résolution des travailleurs les Schneider cédaient sur toute la ligne et accordaient des indemnités substantielles. Il était ainsi prouvé une fois encore que la force des travailleurs résidait dans leur union et dans l'emploi des armes de lutte de classes.

c) Diviser la classe ouvrière

Ce troisième volet de la politique du Syndicat parisien C.G.T. est la plus édifiante : le jour où le patron décida de garder l'offset et de licencier le reste, la solidarité joua sur le champ entre les deux ateliers. Les travailleurs de l'offset trouvaient juste d'aller au combat unis en estimant que tout le monde était monté dans le même bateau. Mais le syndicat en jugea tout autrement et obligea les licenciés à continuer le travail jusqu'au dernier jour.

3. LA SITUATION ACTUELLE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE

Malgré la politique du syndicat qui consiste à casser les luttes les plus fermes, le désir de combat des ouvriers est resté intact.

a) L'opération d'intimidations-licenciements du nouveau gérant

Après le licenciement de 70 travailleurs, le deuxième épisode de la tactique patronale a déjà commencé. Ce patron de combat a tenté d'intimider les ouvriers. Il était à peine en fonction qu'un ouvrier a été mis à pied pour 48 heures pour une faute bénigne. La réaction des ouvriers fut immédiate : grève. Le patron répondait aussitôt par le lock-out. Quelques heures plus tard, il ouvrait les ateliers en revenant sur sa décision. La victoire était totale.

Mais quelques jours après, il recommençait en voulant licencier à tort un ouvrier pour « absence injustifiée », un autre accidenté du travail, un troisième pour « refus de travail ». Enfin, c'était les diminutions d'horaire dans un service entraînant 400 F de salaire en moins. Devant cette avalanche, les ouvriers occupent l'usine depuis le jeudi 15 octobre, mais cette fois, avec fermeté.

c) S'organiser est un impératif pour les ouvriers avancés

Maintenons continuer à mener la lutte de classe dans cette usine exige des ouvriers les plus conscients de la trahison de la C.G.T. de sortir de leur isolement. L'expérience prouve qu'isolés comme ils l'ont été bien souvent, ils n'ont pu faire que des critiques. Ceux qui veulent se regrouper dans un comité de base pourront prendre part aux décisions à chaque moment et faire des propositions en liaison constante avec des travailleurs de l'usine et la population du quartier, pour le C.D.H.R. de Levallois. Correspondant H.R.

Répression dans l'Enseignement Supérieur : A propos des huit assistants licenciés à Dauphine

Répression, austérité, sélection sévère dans les facultés. On refuse d'inscrire des étudiants, on ne crée pas les nouveaux postes d'enseignement nécessaires, on suspend ou licencie des enseignants pour leurs opinions politiques ou leur appartenance syndicale. C'est ainsi qu'au centre universitaire Dauphine, huit assistants du département d'analyse des faits économiques et sociaux avaient appris récemment qu'on se passerait, cette année, de leurs services. Les responsables de cette décision, prise, par ailleurs, dans des conditions de légalité bien douteuse, s'estimaient souverains et pensaient ne pas avoir à fournir de motifs. Les huit assistants licenciés n'étaient apparemment coupables d'aucune faute professionnelle, à moins que c'en soit une d'appartenir au S.N.E.-Sup. et de se réclamer du marxisme... Mais justement c'est ce que nous verrons plus tard.

En même temps que les protestations des étudiants s'intensifiaient, les collègues des licenciés, ainsi que les remplaçants qu'on leur avait déjà substitués décidaient de bloquer la rentrée tant qu'au moins on aurait pas communiqué aux intéressés les charges qui pesaient contre eux. C'est déjà une première victoire, le conseil du centre universitaire et le ministère ont reculé, on a laissé entendre que l'on réembaucherait les assistants licenciés (du moins six sur huit, les deux derniers n'étant que vacataires) du moins dans la faculté, mais sans doute pas dans leur département d'origine) et on a communiqué les dossiers. Quels dossiers ! Ceux-ci contiennent de nouvelles définitions de la faute professionnelle, qui, si elles étaient retenues et faisaient précédent, ruineraient la sécurité de l'emploi de l'ensemble du corps enseignant, qu'il s'agisse ou non de titulaires. Tel dossier explique, en effet, qu'en raison de l'esprit nouveau qui, depuis mai 1968, souffle dans l'Université (ce qui est un comble !) la faute professionnelle ne se situe plus seulement dans les rapports entre un enseignant individuel et ses étudiants (cours non fait, devoirs non corrigés, obligations de service non respectées) ; puisque maintenant les enseignants travaillent en équipe, la notion de faute professionnelle peut s'étendre aux rapports entre enseignants. En conséquence, est fautif l'enseignant qui, dans l'élaboration collective du travail a fait preuve de « sectarisme », voire de caractère « peu sociable », a défendu des décisions syndicales contre l'avis des enseignants de rang magistral, a voulu établir un programme d'études conforme à une conception marxiste. Autrement dit de prétendus traits de caractère, la libre expression de ses vues au sein des conseils enseignants,

des options au niveau de la théorie scientifique deviendraient des délits : vive la participation ! C'est le règne de l'arbitraire, c'est, pour la répression, la possibilité de s'abattre sur n'importe quel enseignant. Tout enseignant qui aurait pris connaissance de ces dossiers se sentirait personnellement concerné et menacé.

On pourrait donc légitimement attendre que le bureau national du S.N.E.-Sup. donne à l'affaire la publicité qu'elle mérite et entreprenne une lutte énergique pour la réintégration des camarades de Dauphine dans leur poste d'origine. Malheureusement, le bureau national est effectivement intervenu, mais en préconisant, d'accord avec le ministère, un compromis : les six assistants en titre (on ne parle pas des deux vacataires) seraient repris à Dauphine, mais dans d'autres départements. Outre l'absurdité qui consisterait à employer des enseignants en dehors de leur spécialité, il reste qu'ils auraient été l'objet d'une mutation, donc d'une sanction. La sanction supposant une faute, les justifications des dossiers seraient admises et le bureau national du S.N.E.-Sup. se serait fait le complice de la répression présente et future. Le complice ou l'instigateur ? Car il y a mieux : les rédacteurs des dossiers se sont inspirés d'une déclaration du conseil transitoire de Dauphine : « Les devoirs professionnels comprennent les obligations de service... ce qui implique un devoir général de concertation et de collégialité... lequel exclut l'obstruction systématique, les attaques personnelles de caractère injurieux ou diffamatoire, la cristallisation des conflits pédagogiques en de prétendues oppositions sociales déclarées irréductibles, la méconnaissance des niveaux distincts de compétence et de responsabilités scientifiques et pédagogiques, tels qu'ils sont définis par la loi d'orientation, les statuts administratifs, les titres universitaires. » Or, on reconnaissait, mot pour mot, dans ce texte, les termes d'une lettre adressée peu de temps auparavant audit conseil transitoire par Innocent, le secrétaire général du S.N.E.-Sup.

Il faut maintenant mettre tout en œuvre pour que les membres de l'enseignement supérieur, comme d'ailleurs ceux des autres ordres d'enseignement, apprennent les dangers qui les menacent par d'autres canaux que ceux de leurs syndicats, puisque ceux-ci sont obstrués par la gangue révisionniste, et que leur action résolue exige et obtienne la réintégration dans leur poste d'origine des huit assistants de Dauphine. La sécurité de chaque enseignant est en jeu.

AUX PETITS COMMERÇANTS ET ARTISANS

Vous voici aux prises avec les conséquences d'une crise, dont les effets destructeurs vont encore s'amplifier à vos dépens.

C'est l'ultime crise générale du capitalisme qui court, dans le monde, à son effondrement final.

Tout concourt aujourd'hui à vous détruire en tant que petits propriétaires individuels, à vous remplacer par d'immenses super-magasins financés par les banques et par les trusts, et appuyés par l'Etat au service des groupes capitalistes monopolistes.

Dans ce bouleversement historique, quelle issue s'offre à vous pour préserver vos modestes conditions d'existence ? pour vous sauver, vous et vos familles, de la faillite, de la misère, du désespoir ?

La seule satisfaction partielle de vos revendications immédiates : retraites normales, équité fiscale, limitation de la concurrence des « gros » ne réglera pas définitivement votre sort. Affirmer le contraire, c'est de la démagogie, du bluff. Le pouvoir ne fera rien de décisif, rien de définitif en votre faveur, et pour cause, il n'est pas là pour ça, au contraire il s'efforcera par tous les moyens de vous détruire au profit des « gros », c'est là sa raison d'être, il représente le capitalisme monopoliste d'Etat.

De la démagogie, certes, il vous en sert, vous en servira encore pour mieux vous tromper, mieux vous écraser, et vous empêcher de vous défendre.

Les hommes de ce pouvoir ne cessent de vous mentir. Un seul exemple : Pompidou, pour être élu, vous assurait que le franc ne serait pas dévalué. Beaucoup d'entre vous ont voté pour lui.

Puis sa première décision, une fois élu, a été justement la dévaluation du franc dont vous supportez les graves conséquences avec la classe ouvrière qui est votre principal client. Vous avez été trompés.

Certains vous parlent d'apolitisme et préparent en réalité le recours au fascisme, à un pouvoir qui « mette de l'ordre », qui « ait de l'autorité » ?

Allons donc ! Ignorez-vous donc que le fascisme, c'est encore le capitalisme, sous une forme de dictature terroriste qui protège toujours les « gros » ?

Le fascisme en France n'aurait d'autre but que de poursuivre en l'accélération le processus dont vous êtes victimes. Il vous écraserait encore plus vite à l'avantage des monopoles super-grands du commerce dont il serait le plus violent défenseur !

Une seule issue vous reste. Comprendre d'abord le phénomène historique dont vous êtes victimes (l'évolution économique actuelle - irréversible - entraîne une évolution de la société vers des formes de distribution nouvelles - dont les commerçants et artisans ne doivent pas être exclus comme dans la société bourgeoise - mais où ils sont au contraire appelés à participer dans la société socialiste), aux côtés des salariés comme des paysans travailleurs.

90 % de la population laborieuse est écrasée, laminée par 10 % de profiteurs !

Avec le capitalisme, vous êtes condamnés à mort !

Camarades, prenez modèle sur ce texte pour rédiger des tracts en direction des petits commerçants et artisans.

Avec le socialisme ce sont les monopoles seuls qui sont condamnés à mort !

La bourgeoisie veut vous faire croire que le socialisme vous expropriera par la force. Souvent vous ne voyez du socialisme que le « socialisme » des Guy Mollet, Savary ou des Waldeck-Rochet-Séguy, le faux socialisme de l'U.R.S.S. et de ses satellites.

Souvent les faux communistes du P.C. favorisent l'implantation des super-marchés dans les municipalités qu'ils contrôlent.

Tout cela n'est pas le vrai socialisme. C'est une caricature !

Le vrai socialisme, celui pour lequel nous luttons ne se fera pas en passant sur votre corps. Il sera l'œuvre de tous les travailleurs, de tous les exploités ouvriers, paysans pauvres, petits commerçants et artisans.

Il sera votre œuvre.

En démocratie populaire seuls les super-grands seront immédiatement expropriés et deviendront propriétés de l'Etat.

Dans le cadre d'une démocratie populaire vous aurez la possibilité de vous reconverter progressivement, en ne cessant jamais de vivre décemment du produit de votre travail, sans misère, sans faillite, sans expropriation brutale.

Mais pendant toute une période de transformation socialiste sans coercition, vous conserverez votre activité actuelle, vous bénéficierez des mêmes prix d'achats que ceux des magasins d'Etat, vous recevrez tous les avantages économiques et sociaux qui vous permettront de comprendre, par l'expérience quotidienne de votre travail, que vos intérêts correspondent de plus en plus à la coopération, à la collectivisation.

C'est alors seulement, à l'issue d'une période d'expérience qui peut durer une génération, que vous transformerez vous mêmes le commerce individuel en commerce collectif, socialiste.

Que préférez-vous ? la mort violente d'ici dix ans, peut-être plus vite même ? ou la transformation progressive sans oppression dans le cadre du socialisme, après la victoire de la révolution prolétarienne ?

Petits commerçants, artisans, vous êtes au croisement des chemins de l'histoire. Sachez choisir la juste voie. Celle qui vous placera aux côtés des ouvriers, des salariés, des paysans travailleurs, des 90 % du peuple laborieux et honnête contre l'exploitation, contre l'oppression capitaliste !

Unissez-vous d'abord entre vous, rejetez les dirigeants d'organisations professionnelles qui vous trompent. Unissez-vous avec les masses populaires. Participez à l'organisation révolutionnaire d'un large « Front uni anti-monopoliste » ! Sauvez-vous vous mêmes en contribuant à la révolution de démocratie populaire que nous préparons sous la conduite du prolétariat !

Nous vaincrons, si nous savons additionner nos forces !

Petits commerçants, artisans ! Tous ensemble et en même temps ! Pour une société juste où chacun puisse vivre normalement du produit de son travail !

Grève des Enseignants et Etudiants de l'Institut de Géologie à Orsay

Les enseignants et étudiants de géologie d'Orsay sont en grève depuis quatre semaines contre l'aggravation de la situation dans ce secteur due au manque d'enseignants et de crédits. Le lundi 27 octobre à 16 heures, ce comité de grève (à dominante U.E. « C. ») appelait à une manifestation devant le château, endroit où se réunissait au même instant l'assemblée de faculté. Le but de la manifestation était d'obliger l'assemblée à prendre position clairement. La manifestation regroupa environ 500 chercheurs, techniciens, enseignants et étudiants. Pour comprendre l'importance de cette grève et son rôle mobilisateur, il faut analyser la situation à Orsay.

La détérioration de la situation (blocage des postes, manque d'enseignants, etc.), accentuée depuis le plan d'austérité, n'est que le prolongement de la politique suivie depuis longtemps :

— suppression des crédits dans le but de pousser les laboratoires à faire appel aux contrats des entreprises privées et à travailler pour elles (et pour l'année !). Cette contractualisation de la recherche détruit la stabilité de l'emploi pour le

de vacataires... en les faisant travailler davantage.

— établissement d'universités spécialisées et concurrentielles adaptées aux besoins des monopoles. Orsay doit ainsi devenir spécialisée en maths, physique, chimie, conformément aux désirs des entreprises de la région et pour cela, il faut d'abord étrangler les secteurs « non rentables » comme précisément la géologie ;

— sélection accrue et enseignement spécialisé (à la mode des organismes patronaux comme l'A.D.E.R.P.) ;

Cette politique s'accompagne de la tactique participation-répression. Participation pour faire continuer ces mesures réactionnaires et dans laquelle le P. « C. » F. et l'U.E. « C. » jouent un rôle actif :

— répression politique dissimulée derrière les motifs « scientifiques » ou « universitaires » pour éliminer les gêneurs.

Face à cette situation, les professeurs et directeurs de laboratoires (P. « C. » F. compris) ont une logique de patrons. Dans le fond, ils s'accrochent très bien de la rentabilisation et pensent que, si les crédits manquent, on peut s'arranger

avec moins d'assistants, de techniciens, personnel et donc renforcer la combativité ;

C'est pourquoi, contrairement aux révisionnistes de l'U.E. « C. », la masse des manifestants n'est pas allée au château pour chercher le soutien de l'assemblée de fac mais comme on s'adresse à un patron. Les marxistes-léninistes firent reprendre leurs mots d'ordre : « A bas l'austérité ! », « Travailleurs, étudiants, enseignants, tous unis ! », « Participation, répression ! », « Renault, Orsay, un même combat ! ».

La tactique du doyen fut de temporiser pour épuiser les manifestants et l'assemblée de fac, après deux heures d'attente, vota une motion ambiguë (présentée par un professeur révisionniste bien connu qui se distinguait ensuite en cassant une pancarte portant inscription « Poitou, Pompidou, un même combat »). Cette motion donnait sa confiance au doyen Poitou pour arranger les choses, « reconnaissait la gravité de la situation », mais ne soutenait pas la grève.

Devant la colère légitime des manifestants,

tants après cette réponse, les révisionnistes de l'U.E. « C. », craignant que la manifestation n'envahisse le château, se massèrent devant l'entrée pour l'en empêcher, montrant ainsi aux yeux des masses qu'ils entendaient poursuivre un rôle actif dans les processus de participation-répression.

En conclusion, bien que la mobilisation se soit faite trop tard, et malgré la trahison des révisionnistes, la situation dans la région (poursuite de la grève en géologie, étudiants de C.P.E.M. en grève, grève du personnel et répression à Saclay, trois résidences du campus sur quatre en grève des loyers), le mécontentement croissant du personnel et des étudiants, entraîneront inévitablement un nouvel essor de luttes et une prise de conscience croissante de leur lien avec l'ensemble du mouvement populaire. La grève de géologie n'est que le coup d'envoi ! Notre position sera de participer activement à ces luttes pour élever leur niveau politique, convaincre les révisionnistes trompés, détruire les illusions participationnistes et isoler les réactionnaires.

C.D.H.R.-Orsay.

EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(8)

LES FORCES MOTRICES SECONDAIRES DE LA RÉVOLUTION (III)

LA FRACTION SALARIÉE DE LA PETITE BOURGEOISIE

La fraction salariée de la petite bourgeoisie comprend, d'une part, des « employés », d'autre part, les « intellectuels » au sens large : instituteurs, professeurs, techniciens, etc. Les problèmes que posent ces catégories sont complexes : il y a parmi les employés des prolétaires et parmi les intellectuels il y a des bourgeois. Pour y voir clair, il faudra avant tout enquêter. On peut pour cela utiliser les critères suivants :

1. La lutte des classes : la première chose à faire est d'étudier les luttes menées par ces catégories et l'attitude qu'elles adoptent face aux luttes du prolétariat ;

2. L'étude des conditions objectives du travail et l'exploitation :

— le travail effectué est-il « simple » ou « complexe » ? (1). S'il est simple, c'est-à-dire s'il peut-être effectué en série aisément contrôlé, l'exploitation sera sans doute plus intense ;

— les employés (ou techniciens) sont-ils groupés en grand nombre dans des sortes d'ateliers ? Si oui, la forme d'exploitation peut se rapprocher de celle des prolétaires ;

— des menaces de chômage pèsent-elles sur ces travailleurs ? Par la mécanisation des tâches, le capitalisme rend une partie de ces catégories surnuméraire et procède à des licenciements.

3. La place dans le processus de production : un technicien qui a un rôle strictement technique pourra, dans certaines conditions, être rattaché au prolétariat alors que quelqu'un de même formation chargé de surveiller les cadences des ouvriers est un agent de la bourgeoisie.

LES EMPLOYÉS

Une partie des employés (2) de commerce et de bureau sont des prolétaires, une autre des petits bourgeois. La distinction n'est pas facile à faire. Bien que nous n'étudions ici que la fraction petite bourgeoisie des employés, il est utile de rappeler quels critères permettent de dire d'une catégorie qu'elle fait partie du prolétariat. C'est le cas pour une grande partie des vendeurs et vendeuses. Parmi les employés de bureau, le cas des mécanographes est un bon exemple de l'application des divers critères qu'il faut utiliser pour faire l'analyse de classe des employés.

L'exemple des mécanographes

Les mécanographes (40 000 au total, surtout des femmes) ont pour tâche de perforent des cartes pour les ordinateurs, puis de les vérifier (on les appelle « perforent »). Prenons l'exemple d'une quittance d'électricité : on remet aux mécanographes des feuilles (une par abonné) toujours les mêmes, portant un numéro d'identification du compte, les relevés sur le compteur, la nature du courant, etc. La mécanographe doit taper la série de chiffres et de lettres sur une carte mise en place par la machine, puis commander la sortie de la carte et l'arrivée d'une nouvelle. Il s'agit d'un travail simple, nécessitant peu de formation. Il est répétitif, il est contrôlable et contrôlé en permanence. Comme les ouvriers, les mécanographes sont soumis à des cadences (nombre de frappes, ou nombre de cartes).

Etant donné que seules les grosses entreprises ont des ordinateurs, les mécanographes sont groupés par atelier où le capitaliste peut assurer un volume de production régulier et important (quitte à « boucher les trous » en faisant du travail pour d'autres capitalistes.)

De tout cela, on déduit que les mécanographes sont traités par les patrons comme des prolétaires et ils le sont effectivement : bas salaires, très dures conditions de travail (les machines sont bruyantes ; les locaux mal insonorisés, les cadences infernales et des maladies nerveuses sont fréquentes), menaces de chômage avec l'apparition de matériel plus perfectionné. Face à cette exploitation, les luttes des mécanographes se font de plus en plus nombreuses (I.N.S.E.E., B.N.P., récemment).

Les employés « concentrés »

Le capitalisme a réalisé d'énormes concentrations d'employés dans les banques, les assurances, les P. et T., la Sécurité sociale, les caisses de retraite, les sièges centraux de sociétés capitalistes, etc. Le premier critère sera les luttes menées ; on essaiera aussi de déterminer le volume de travail de ces employés, son caractère répétitif, la possibilité de le contrôler étroitement. Des guichetières, des employés établissant des factures en série, des calculateurs faisant des opérations simples toujours répétées sont certainement susceptibles d'être plus exploités que ceux qui étudient tel ou tel type de dossiers posant des problèmes particuliers ; le degré d'initiative dans le travail reflète les limites du contrôle par le capitaliste de l'ensemble du processus de travail. Il est certain que l'on trouvera la petite bourgeoisie là où le contrôle devient plus difficile.

L'exemple des secrétaires, sténos, dactylos

Elles sont très nombreuses. Il y a d'importantes différences parmi elles : les « secrétaires de direction » sont des cadres au service du patron. La nature du travail des secrétaires « spécialisées » leur donne beaucoup d'initiative, des contacts avec les cadres. Elles ne peuvent être contrôlées très strictement, leur travail est diversifié. C'est une catégorie très petite bourgeoisie fortement in-

fluencée par l'idéologie bourgeoise. La situation est différente pour les simples dactylos. Parmi celles-ci, il faut distinguer celles qui, en petit nombre, travaillent pour quelques cadres et reçoivent des travaux variés et intermittents, et celles qui sont organisées en équipes, reçoivent un travail abondant régulier et uniforme (par exemple un seul type de lettre à taper).

Pourquoi chercher à gagner au prolétariat ces couches petites bourgeoises ?

Tout d'abord (en comptant les employés qui font partie du prolétariat), les employés sont nombreux : trois millions. A la différence des petits producteurs, c'est une classe qui se développe : de 1962 à 1969, les employés se sont accrus de près de 700 000 personnes.

Ensuite une partie importante de ces employés (employés de banques, des services comptables et commerciaux des grandes entreprises, des services comptables et statistiques de l'Etat) sert au fonctionnement des superstructures de la société capitaliste. Lénine, à ce sujet, nous enseigne :

« Outre l'appareil « oppresseur » par excellence que représentent l'armée permanente, la police, les fonctionnaires, il existe dans l'Etat contemporain un appareil très intimement lié aux banques et aux cartels, un appareil qui accomplit un vaste travail de statistique et d'enregistrement... Cet appareil ne peut ni ne doit être brisé. Il faut l'arracher à sa soumission aux capitalistes, il faut le couper, le trancher, le scinder des capitalistes et de tous leurs moyens d'action, il faut le soumettre aux soviets prolétaires... » Et après avoir indiqué que l'appareil des banques doit être également récupéré après avoir été « coupé » de l'influence des capitalistes. Lénine poursuit en disant que l'on peut faire fonctionner au service du prolétariat ces appareils « en frappant un seul coup, par un seul décret car le travail effectif de comptabilité, de contrôle d'enregistrement de statistique et calcul est accompli dans ce cas par des employés qui sont en majorité des prolétaires ou des semi-prolétaires (4) ».

(Lénine, « Les bolcheviks garderont-ils le pouvoir ? ».)

LES TRAVAILLEURS INTELLECTUELS

La bourgeoisie a renforcé l'opposition entre le travail manuel et le travail intellectuel ; elle a enrôlé le travail intellectuel au service du capital en attribuant aux intellectuels une place privilégiée dans la société. Ceci dit, une masse de plus en plus considérable de fils et filles de petits bourgeois a pu accéder à l'enseignement secondaire et supérieur qui, il y a encore peu de temps, était presque entièrement réservé aux fils de bourgeois. Il est impossible de faire des bourgeois de toute cette masse qui afflue sur le marché du travail. Seule une minorité s'intégrera à la bourgeoisie. Le reste va grossir les classes petites bourgeoises (comme techniciens, professeurs, enseignants divers, dessinateurs, etc.) Ici la loi capitaliste joue à plein : une offre plus grande de travailleurs intellectuels fait que les privilèges attachés à ce travail vont en s'amenuisant. Par ailleurs, la crise idéologique et politique de l'impérialisme agonisant marque tout particulièrement la jeunesse intellectuelle. Difficultés économiques croissantes, révolte contre l'idéologie décadente, accélèrent la prise de conscience de la jeunesse intellectuelle. Cette prise de conscience est d'une grande importance pour l'évolution des travailleurs intellectuels de demain, qui seront formés en grande partie des étudiants d'aujourd'hui.

Les techniciens

Ces dernières années la bourgeoisie et le révisionnisme ont fait beaucoup de bruit sur « le rôle croissant des techniciens ». En fait, ils ne sont pas très nombreux (534 000 en 1968 contre 344 000 en 1962) moins que les dactylos. Sous ce vocable de « techniciens », la bourgeoisie regroupe des catégories très diverses :

— tout d'abord on trouve des techniciens purement techniques, c'est-à-dire n'ayant aucun rôle direct d'exploitation ou d'encadrement. Comme pour les employés, il faut voir s'ils font un travail standard (analyses chimiques en série par exemple), il faut voir leur degré d'initiative. Pour l'important groupe des dessinateurs, il faut distinguer entre les dessinateurs d'études jouissant de plus d'autonomie dans leur travail et les dessinateurs qui, sur consignes strictes, font les schémas précis des pièces que les ouvriers devront produire. Ces derniers paraissent plus proches de la classe ouvrière, objectivement et idéologiquement.

— En deuxième lieu vient un groupe numériquement important (près des deux cinquièmes de la masse des techniciens) composé des « agents de maîtrise des techniciens » (c'est-à-dire des techniciens qui encadrent les techniciens), et des techniciens qui s'occupent de la « gestion de la production » ou de la « préparation de la production et des postes de travail ». Ces gens-là sont chargés d'organiser, surveiller, chronométrer l'exploitation des ouvriers. Ce sont des agents directs de l'exploitation patronale ; leur « technique », c'est celle de l'organisation rationnelle de l'exploitation.

Ingénieurs et cadres

On peut distinguer cinq catégories :

— les cadres de l'administration ;

- les cadres « administratifs » des entreprises privées ;
- les « V.R.P. » (voyageurs, représentants, placiers) ;
- les ingénieurs « de production » ;
- les ingénieurs d'études et recherche.

Les « V.R.P. » constituent une catégorie à part, très indépendante dans leur travail, éloignés de la production et forment une couche petite bourgeoisie typique très influencée par l'idéologie bourgeoise.

Les cadres de l'administration peuvent être différenciés en cadres supérieurs et cadres moyens. Pour la plupart les cadres supérieurs sont des bourgeois qui servent, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'Etat, les intérêts des monopoles par le biais de la politique d'Etat. Les cadres moyens par contre ont choisi dans la carrière d'Etat une carrière sûre, mais aussi une carrière moins rémunératrice que dans le privé et où il n'est pas nécessaire d'écraser directement les travailleurs. Bien que entièrement petite bourgeoisie, cette couche semble moins réactionnaire que les cadres « administratifs » des entreprises privées et l'on peut penser pouvoir la neutraliser pendant et après la révolution.

Cadres administratifs des entreprises privées et ingénieurs de production constituent l'état-major exploiteur et répressif des patrons. Leur rôle technique est tout à fait secondaire par rapport à leur rôle d'assistant-exploiteur. Tous ces gens bardés de diplômes ou « sortis du rang » (la moitié dans certaines branches) sont pour la plupart des bourgeois purement et simplement.

Reste enfin une minorité : les chercheurs. Leur cas est tout différent car ils n'ont pas de fonction répressive : ce ne sont pas des cadres. Ils sont regroupés en assez grand nombre dans quelques grosses entreprises (C.E.A., électronique, chimie) ou dans des laboratoires plus ou moins universitaires (C.N.R.S., Orsay). Ce sont, pour la plupart, des petits bourgeois que leurs conditions de vie et de travail rapprochent d'un producteur indépendant (autonomie dans le travail) et qui, donc, oscillent entre prolétariat et bourgeoisie. Cependant, une importante contradiction les oppose à la bourgeoisie qui cherche à les « rentabiliser », à les faire travailler pour son profit à court terme, à les contrôler par une différenciation qu'elle opère chez eux par l'âge, les diplômes... D'autre part, le développement des idées révolutionnaires dans le mouvement étudiant et le jeune âge des chercheurs les ont rapproché idéologiquement de la classe ouvrière. Ils ont donc mené des luttes propres et souvent soutenu la classe ouvrière : grèves chez Bull, mouvement en mai-juin 1968 au C.E.A., à la C.G.E. Pourtant ces chercheurs sont par nature hésitants et très atteints par les idéologies « techniciennes » ou scientistes voire technocratiques. Ils doivent être constamment soumis à une ferme direction prolétarienne. Etant donné leur idéologie spontanée, il se peut qu'une fraction d'entre eux soit dévoyée par les révisionnistes qui font un important effort pour les rallier.

Instituteurs, professeurs, enseignants divers font également partie de cette petite bourgeoisie salariée aux fractions si diverses. Comme l'Humanité Rouge leur a consacré déjà une étude (Humanité Rouge, numéro 31) nous n'y reviendrons pas. Toutes ces fractions de la petite bourgeoisie représentent une masse nombreuse mais hésitante, soumise bien que de manière inégale, à l'idéologie bourgeoise. Le révisionnisme, qui fait un important effort de recrutement et de propagande dans leur direction, peut arriver à en tromper de larges fractions. Tout ce qui a été dit des petits bourgeois petits producteurs dans le précédent numéro d'Humanité Rouge est valable pour ces catégories petites bourgeoises, en particulier pour les intellectuels ; certes l'aspect double prend une autre forme.

Les fractions salariées de la petite bourgeoisie ne peuvent espérer devenir propriétaires de leurs moyens de travail. Mais leur « bagage intellectuel », leurs diplômes remplacent en quelque sorte cela et leur donnent une sorte de monopole qui donne une base chez eux à l'individualisme, l'égoïsme. Par ailleurs, un certain nombre d'entre eux ont la possibilité, en particulier dans le privé, de devenir des laquais du capital et d'accéder à un mode de vie bourgeois.

Le ralliement au combat du prolétariat de fractions importantes de ces couches est possible. L'analyse objective permet de fixer les limites du possible, de dire quelle fraction est objectivement plus proche, quelle autre très éloignée. Mais en dernière instance, c'est le rôle du parti d'avant-garde, le rôle du mouvement ouvrier sous direction de ce parti qui est décisif pour le ralliement ou la neutralisation de ces classes petites bourgeoises instables et oscillantes par nature.

(1) On appelle simple un travail composé d'un très petit nombre de gestes toujours les mêmes.

(2) 1 800 000 femmes et 1 200 000 hommes.

(3) Dans les sociétés privées de plus de 10 salariés : 330 000 dont 280 000 sont dites du « personnel », 28 000 seulement « spécialisées » et 23 000 « secrétaires de direction ». Au total, elles sont sans doute 600 000 à 700 000.

(4) Lénine entend ici par semi-prolétaires des travailleurs à mi-chemin entre des prolétaires et des petits bourgeois et non pas des petits bourgeois qui complètent leur revenu en vendant leur force de travail.

Dans son numéro de septembre, la revue indienne « Libération » a publié un article de Charu Mazumdar, dirigeant du Parti Communiste de l'Inde (marxiste-léniniste), appelant les membres du parti à donner la primauté à la politique révolutionnaire dans tout leur travail, à maintenir une haute vigilance et à lutter contre les idées révisionnistes subsistant encore au sein du parti.

Dans son article intitulé « Luttons contre les manifestations concrètes du révisionnisme », Mazumdar indique « Naxalbari représente la toute première application en Inde de la pensée-maotsétoung. C'est à Naxalbari que pour la première fois les paysans ont déclenché la lutte pour la prise du pouvoir. Pour cette raison, Naxalbari symbolise la voie qui mène les masses exploitées du peuple indien à la libération, ouvrant ainsi une ère nouvelle dans l'histoire politique de l'Inde... En Inde, aujourd'hui, la révolution armée commence à combattre la contre-révolution armée ».

« Une juste direction est essentielle pour diriger cette guerre révolutionnaire à la victoire. C'est précisément pour cette raison que le Parti Communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) a été fondé. Sans comprendre cette nouvelle situation en Inde, nous ne pourrions connaître la signification de ce parti révolutionnaire et son travail. C'est pourquoi, notre parti est le parti de la lutte armée, le parti qui conduira à la victoire la révolution démocratique du peuple indien ».

« Il est du devoir de chaque membre et de chaque front du parti de faire progresser cette guerre civile révolutionnaire. Ainsi, notre parti devra toujours travailler dans ce sens ».

« Les méthodes de travail créées et développées jusqu'ici par le mouvement communiste indien sont d'ores et déjà entièrement inutiles car elles sont incapables de répondre aux besoins de notre époque. La guerre civile révolutionnaire actuelle ne peut être menée qu'en se basant sur la pensée du président Mao Tsé-toung et qu'en créant un nouveau style de travail ».

« Aussi, les membres du parti doivent tout d'abord assimiler la politique révolutionnaire et lui donner la primauté dans tout leur travail ».

« Deuxièmement, chaque membre du parti doit faire preuve d'initiative dans tout ce qu'il entreprend. Il doit s'en tenir à la ligne politique et à la directive générale de notre parti, étudier la pensée-maotsétoung et prendre l'initiative pour être capable de créer des méthodes de travail ingénieuses ».

« Troisièmement, chaque membre du parti doit faire preuve d'une haute vigilance. A notre époque où l'impérialisme s'achemine vers son effondrement total, l'impérialisme mondial et le social-impérialisme soviétique ont transformé l'Inde en base et ils complotent de détruire la grande Chine et les luttes de libération nationale dans le sud-est asiatique. La lutte armée qui se déroule en Inde sous la direction du parti révolutionnaire déjouera tous leurs complots. C'est pour cette raison qu'ils cherchent, d'une part à détruire notre parti par la répression, et d'autre part à annihiler sa combativité en introduisant leurs agents dans notre parti pour y créer des dissensions politiques. Nos vieilles idées révisionnistes et notre vieux style de travail sont des forces qui servent les visées impérialistes. C'est pourquoi chaque membre du parti doit se tenir sur ses gardes contre toute politique erronée et aussi contre toute tentative d'étouffer l'initiative sous le couvert de la « lutte politique » au sein du parti ».

« Quatrièmement, chaque membre du parti doit être laborieux. L'influence de l'idéologie bourgeoise amène la paresse et la passivité. Avoir une conscience révolutionnaire signifie avoir un zèle inébranlable pour tout travail ardu et toute tâche pénible ».

« Une grande responsabilité nous incombe. Nous devons transposer dans la réalité le rêve de faire une révolution, rêve qui ne s'est pas concrétisé au cours des quarante ans du mouvement communiste en Inde... Nous atteindrons notre objectif et réaliserons l'impossible uniquement en mettant en jeu toute notre force et toute notre capacité ».

« Notre tâche est de faire la révolution agraire et d'établir des bases pour la lutte armée dans les campagnes, par conséquent, chaque membre du parti doit comprendre les pensées et les aspirations des masses paysannes et s'intégrer à elles. Il doit être prêt à tout moment à toutes sortes de sacrifices et à aller inlassablement de l'avant pour servir le peuple ».

« Les membres du Parti Communiste doivent se comporter en modèles devant les masses. C'est la seule manière pour eux de les inspirer. Par conséquent, chaque membre du parti doit lutter contre l'égoïsme et l'individualisme. Alors seulement, nous pouvons établir une discipline révolutionnaire au sein du parti, sans laquelle aucune guerre révolutionnaire ne peut durer ». Seul un parti composé de tels membres, bien que petit à ses débuts, est à même d'organiser la lutte révolutionnaire paysanne, de renforcer la base de classe du parti en rendant politiquement conscients les ouvriers, les paysans pauvres et les paysans sans terre et de se transformer en un grand parti capable de diriger la révolution jusqu'à la victoire ».

« Le développement de notre parti dépend de la fermeté avec laquelle nous luttons contre le révisionnisme au sein et en dehors du parti. Plus encore, le développement de la lutte armée paysanne dépend aussi de la lutte contre le révisionnisme. C'est précisément pourquoi il est dit que la création d'un raz-de-marée de la lutte dépend de l'ampleur avec laquelle nous propageons la pensée-maotsétoung aussi bien que de l'adoption d'un nouveau style de travail. C'est donc maintenant une tâche urgente que de lutter contre les manifestations claires et concrètes du révisionnisme ».

Mazumdar énumère ensuite une série d'idées révisionnistes qui se manifestent dans les rangs du Parti.

Premièrement, il cite l'économisme. « A présent, l'économisme se manifeste dans l'opinion selon laquelle les ouvriers, les paysans pauvres et les paysans sans terre ne pourront accepter la politique révolutionnaire s'ils ne sont pas conduits dans les luttes économiques ouvertes. Cette tendance affaiblit tout notre travail de propagation de la politique révolutionnaire, de propagation de la politique pour la prise du pouvoir et d'édification des bases révolutionnaires dans les campagnes. Une telle tendance amène des membres du parti à concentrer leur attention sur l'organisation des luttes économiques, et la politique perd ainsi sa prédominance. Finalement, une telle ten-



Les paysans indiens manifestent contre les réactionnaires qui les oppriment

INDE

LA JUSTE VOIE VERS LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE POPULAIRE

la propagande politique et la fondation des organisations du parti sont les tâches urgentes et principales pour nous ».

Selon Mazumdar, dans le mouvement paysan, l'économisme se manifeste par le refus de reconnaître la guérilla comme nécessaire, ce qui concentre l'attention des paysans exclusivement sur la question de la saisie des terres et des récoltes.

« Ces idées économiques sous-estiment l'importance de fonder secrètement des organisations du parti parmi les classes révolutionnaires, empêchant ainsi les éléments de ces classes d'adhérer au parti ».

Mazumdar souligne que les intellectuels petits-bourgeois qui vont à la campagne doivent se mettre à l'école des paysans pauvres et des paysans sans terre pour devenir de bons communistes et de bons révolutionnaires. Les camarades appartenant à l'intelligentsia petite-bourgeoise et motivés par la pensée-maotsétoung qu'ils ont étudiée, ont pour tâche d'enseigner la pensée-maotsétoung aux paysans pauvres et aux paysans sans terre.

Une autre manifestation des idées révisionnistes, poursuit Mazumdar, consiste à s'appuyer davantage sur les armes que sur le peuple. « Nous ne devons jamais oublier les enseignements du président Mao et du camarade Lin Biao à ce sujet. Le Président Mao a souligné : « Les armes sont un facteur important, mais non décisif, de la guerre. Le facteur décisif, c'est l'homme et non le matériel : » Les paysans opprimés et persécutés luttent contre les classes au pouvoir à mains nues ou avec tout ce qui leur tombe sous la main, mais le développement de la lutte et les impératifs de la révolution qui doit avancer créent le besoin pour eux de saisir les armes des classes régnautes. C'est ainsi que les forces armées populaires se développent. On ne peut faire une guerre révolutionnaire en faisant venir des armes du dehors ».

Il en est ainsi parce que, comme nous l'enseigne le président Mao, nous devons nous appuyer sur les masses pour mener la guerre révolutionnaire. « La guerre révolutionnaire, c'est la guerre des masses populaires, on ne peut la faire qu'en mobilisant les masses, qu'en s'appuyant sur elles ».

Notre propre expérience montre aussi que nous ne pouvons pas mener la guérilla simplement en acquérant des armes modernes. Nous devons être capables de former des hommes armés de la pensée-maotsétoung pour manier ces armes. Si nous ne pouvons former ces hommes, les armes seront inutiles, et ces hommes, on ne peut les former que dans la lutte de classe révolutionnaire, en anéantissant les ennemis de classe ».

Une autre manifestation des idées révisionnistes, dit Mazumdar, est le point de vue purement militaire. « Le travail de propagande politique doit atteindre un nouveau niveau à chaque étape de la guérilla. Ce n'est que lorsque les masses auront assimilé la pensée-maotsétoung qu'elles élèveront leur niveau de conscience politique et qu'elles pourront venir à bout de la mort. Les membres du parti doivent par conséquent chercher à développer sans cesse la propagande politique ».

« La direction du parti, à tous les échelons, doit endosser la responsabilité et prendre bien soin de développer la ligne de masse et d'apprendre aux membres à propager la ligne de masse ».

« L'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique complotent aujourd'hui de déclencher une guerre d'agression contre la grande Chine socialiste et le social-impérialisme soviétique a lancé des provocations armées répétées contre la Chine le long de la frontière sino-soviétique. Nous devons nous rappeler l'enseignement du président Mao : « Pour ce qui est de la guerre mondiale, il n'y a au fond que deux possibilités : ou c'est la guerre qui provoque la révolution, ou c'est la révolution qui conjure la guerre. » La possibilité d'une guerre est bien réelle à présent. La responsabilité des révolutionnaires communistes de l'Inde est devenue beaucoup plus lourde de nos jours. Nous devons pouvoir empêcher cette guerre par la révolution. Si cependant les impérialistes dance nous fait dédaigner les ouvriers et les masses paysannes et ne compter que sur l'intelligentsia ».

« Nous ne disons pas que nous ne mènerons jamais des luttes pour des demandes économiques. Nous disons que

réussissent malgré nous à déclencher une guerre d'agression, la responsabilité de réduire ces bellicistes en cendres devra être pour une large part assumée par nous, les révolutionnaires de l'Inde, un vaste pays de 500 millions d'âmes. Nous ne devons donc craindre ni les difficultés ni la mort. Aujourd'hui nous devons briser toutes les idées révisionnistes et marcher dans une voie nouvelle, assimiler un nouveau style de travail et mobiliser toutes nos forces pour étendre les flammes de la guerre révolutionnaire à chaque Etat de l'Inde. Cette guerre révolutionnaire assènera un coup écrasant à l'unité des impérialistes, des révisionnistes et des réactionnaires et la brisera, et leur faiblesse amènera en retour un nouveau raz-de-marée révolutionnaire. La lutte révolutionnaire en Inde insufflera un nouvel encouragement, un nouvel élan à la lutte révolutionnaire des autres pays du monde ».

« L'imposant 9^e congrès du grand, glorieux et juste Parti Communiste Chinois a lancé cet appel de clairon : une nouvelle époque de la révolution mondiale a commencé. La lutte révolutionnaire dans le monde détruira l'impérialisme mondial et le révisionnisme soviétique. Un monde sans exploitation — rêve millénaire des peuples — naîtra. Nous sommes les architectes de cet avenir brillant. Nous avons la chance aujourd'hui de nous être vus confiée la tâche la plus sacrée, la plus noble du monde. Que chaque camarade s'attelle à cette tâche de toutes ses forces et la serve de son mieux. Vive le président Mao, qu'il vive longtemps, très longtemps ».

LA LUTTE ARMÉE DES PAYSANS SE DÉVELOPPE DANS L'ÉTAT DE BIHAR

La lutte armée des paysans indiens des plaines du district de Muzaffarpur, Etat de Bihar, continue à se développer, annonce la revue indienne « Libération » dans son numéro d'octobre. En s'appuyant sur les larges masses populaires, les guerilleros ont fait progresser la lutte armée, faisant échec aux campagnes « d'encercllement et de répression » des réactionnaires, chatiant les propriétaires fonciers despotiques et infligeant des coups durs aux forces féodales. Ces derniers temps, les guerilleros paysans ont déclenché quatre attaques en un mois et demi dans les régions de Mushahari, Pari et ailleurs, tuant six ennemis et en blessant 16 autres. Avec les masses paysannes, les guerilleros ont brûlé plusieurs actes et contrats et restitué aux propriétaires de droit les biens saisis par les propriétaires fonciers.

Les autorités réactionnaires indiennes s'inquiètent du développement de la lutte armée paysanne. Elles ont entrepris des opérations de « ratissage » dans les districts de Muzaffarpur et de Darbhanga. Rien qu'à Muzaffarpur, la police a fouillé 600 maisons de paysans mais n'a pu trouver un seul guerillero. Au moment où les réactionnaires « ratissaient », les guerilleros, guidés par les paysans pauvres, ont attaqué plusieurs domaines appartenant aux grands propriétaires fonciers et mis à mort un despote qui a collaboré avec la police pour persécuter les cadres paysans. Encouragés par la lutte armée des paysans de Naxalbari, les paysans du district de Muzaffarpur persistent dans leur lutte armée depuis un an et demi. Grâce au soutien des masses paysannes, celle-ci se développe.

« Libération » indique que la guérilla paysanne a pu se développer dans la plaine du Bihar parce qu'elle a l'appui des masses populaires. Dans tous les cas, soit pour cueillir des renseignements sur l'ennemi, soit pour mener des attaques ou pour résoudre le problème du ravitaillement, les forces de la guérilla doivent compter sur le soutien actif des masses populaires.

La revue conclut : « Les rangs du parti et les masses ont montré leur foi sans borne dans la révolution et dans la pensée-maotsétoung et vont de l'avant avec confiance pour édifier des bases révolutionnaires sûres dans le Bihar et pour libérer le peuple indien tout entier du joug de l'impérialisme et de ses laquais. »

KALIMANTAN (Malaysia) nouveaux succès de l'Armée Populaire

Lors de la création de l'Etat fantoche de Malaisie par l'impérialisme britannique, en 1963, la partie de l'île de Kalimantan (Bornéo), jusque là sous leur domination directe (environ 210 000 km² et 1 300 000 habitants), fut « unie » avec Singapour et la Malaisie proprement dite, sous la férule des princes féodaux malais Abdul Rahman et consorts, marionnettes du Colonial Office de Londres.

Cette création purement artificielle, destinée à sauvegarder pour l'essentiel la domination impérialiste sur l'ensemble de la région connut rapidement de grandes difficultés.

En 1965, la bourgeoisie compradore chinoise de Singapour fit sécession et proclama son « indépendance », ses intérêts l'opposant aux féodaux malais. Mais pendant ce temps, le peuple du Kalimantan septentrional prenait lui-même les armes.

Les divisions administratives en trois territoires (Sabah au Nord, Brunei au centre, et Sarawak au Sud-Ouest), et ethniques (à côté des indonésiens majoritaires, on trouve des malais, des philippins, des chinois et des populations proto-malaises encore au stade de la commune primitive), ne facilitaient pas l'organisation de la lutte politique et militaire. En outre, le « soutien » surtout verbal et démagogique de Sukarno, jusqu'en septembre 1965, ne fut pratiquement d'aucun secours.

Puis, après le coup d'Etat fasciste en Indonésie, la clique Suharto-Nasution collabora ouvertement, en particulier sur le plan militaire, aux tentatives effectuées par les fantoches malais pour liquider la résistance.

Mais les patriotes et les révolutionnaires du Kalimantan septentrional ont su, malgré tous ces obstacles, se donner un instrument invincible, qui a déjà asséné de durs coups aux oppresseurs.

Le tract dont nous donnons les principaux extraits ci-après, largement distribué ces derniers temps au Sarawak, fait le point de la situation. Il montre combien est précaire la domination du néo-colonialisme dans cette région de l'Asie du Sud-Est, malgré la barbarie révoltante des régimes fantoches de Kuala-Lumpur et de Djakarta.

La fondation de l'armée populaire du Kalimantan septentrional fut solennellement proclamée le 26 octobre 1965. A ce moment, la guérilla populaire de Sarawak existait déjà. L'édification de ces deux forces armées populaires a déclaré aux peuples révolutionnaires du monde entier que la lutte révolutionnaire était au Kalimantan septentrional une lutte armée pour la prise du pouvoir. Cela signifie qu'en cette époque qui est celle de l'effondrement total de l'impérialisme, la clique Abdul Rahman ainsi que les réactionnaires de ce pays ne sont plus loin de leur ruine et que l'espoir de la libération complète du Kalimantan septentrional est toujours plus grand. Nos deux forces armées populaires ne sont pas seulement des forces de combat mais aussi des forces de production qui, de plus, font du travail de propagande parmi les masses et organisent celles-ci.

« Depuis sa fondation, l'armée populaire du Kalimantan septentrional a toujours poursuivi la lutte, quelles que soient les conditions et si dures qu'elles soient. Avancant le long de la voie de la confiance en soi, elle a rentré une bonne récolte en 1967. Armée de la pensée-maotsétoung, elle se montre héroïque au combat, met en pleine valeur le facteur humain ainsi que le style de travail assidu et simple et elle a triomphé des plus grandes difficultés causées par la nature et a victorieusement repoussé une dizaine de campagnes militaires « d'encerclement et de répression » lancées par les réactionnaires indonésiens. Notre armée s'est consolidée et a grandi au fil des combats. Depuis sa fondation, les réactionnaires indonésiens ont lancé trois grandes campagnes militaires d'« encerclement et de répression ». La première début 1967. La deuxième, de la fin de 1967 au début de 1968. La troisième, en octobre 1968. Toutes ont échoué et l'ennemi a été durement frappé par notre armée et une cinquantaine de soldats ennemis ont été tués ou blessés, des armes et des fournitures militaires ont été saisies. Notre armée, par contre, n'a eu que très peu de pertes. Une dizaine de camarades ont héroïquement donné leur vie. Il est à noter qu'au cours de ces trois opérations, les réactionnaires indonésiens ont envoyé des avions bombarder certaines de nos positions, sans cependant porter aucune atteinte à notre armée. Les victoires des trois contre-campagnes montrent qu'une armée forte de la pensée-maotsétoung est une armée de grande stature, que c'est elle qui est la plus courageuse et la plus capable de vaincre les envahisseurs, aussi nombreux soient-ils ».

Outre les combats contre l'ennemi, les guérilleros et l'armée populaire supportent ces deux lourdes tâches que sont la production et le travail de masse parmi les nationalités. Pour former notre armée selon la pensée-maotsétoung, notre organisation révolutionnaire appelle régulièrement tous les combattants à s'efforcer d'étudier et d'appliquer cette pensée de façon créatrice.

« Ce qui nous encourage le plus, c'est qu'au cours de la période de reflux, notre jeune armée populaire non seulement ne s'est pas affaiblie mais s'est au contraire quotidiennement renforcée et élargie ». « Nous sommes convaincus que notre armée deviendra plus puissante encore sous la brillante direction de notre grande organisation révolutionnaire, à la lumière de l'invincible pensée-maotsétoung, dans le contexte de l'excellente situation qui règne tant dans notre pays qu'à l'étranger et avec le ferme soutien des larges masses du peuple. Et tant que notre armée porte haut levé le grand drapeau rouge de la pensée-maotsétoung, la victoire nous appartient ».

« Vive la guérilla populaire de Sarawak ! »

« Vive le président Mao, qu'il vive longtemps, très longtemps ! »

« Vive l'armée populaire du Kalimantan septentrional ! »

L'Armée Populaire de Libération à l'attaque dans le sud du pays

Les forces armées populaires, sous la direction du parti communiste de Thaïlande ont mobilisé activement les masses et attaquent les troupes et la police réactionnaire américaine et thaïlandaise dans le Sud, remportant des victoires éclatantes, rapportent des informations en provenance de Bangkok.

La presse thaïlandaise révèle que ces derniers temps, l'armée de libération a envoyé des équipes de propagande armées dans plusieurs régions rurales des provinces méridionales de Nakorn Stritamara, de Suratane, de Phatalung et de Trang pour soulever les masses et développer la lutte visant à éliminer les agents de l'ennemi et les despotes locaux. Avec le soutien de la population, l'armée de libération a lancé plusieurs attaques contre les troupes et la police réactionnaires.

Dans la province de Suratane, elle a lancé plusieurs attaques dernièrement, tuant une cinquantaine de soldats et de policiers réactionnaires stationnés dans la province. La nuit du 16 octobre, elle a lancé une attaque-surprise contre les baraquements de la police secrète, dans le sud de la province de Suratane, et s'est ensuite retirée sans perte, non sans avoir tué un commandant ennemi et brûlé les baraquements. C'était la deuxième attaque en moins de trois semaines lancée par l'armée populaire de libération contre les baraquements de la police secrète. La première attaque avait eu lieu le 23 septembre dans la province de Phatalung. Dans l'opération, un commandant avait aussi été tué, les baraquements avaient été incendiés et plusieurs armes saisies. En septembre, l'armée populaire de libération a tendu plusieurs embuscades aux patrouilles ennemies dans le district de Haad Yai, province de Song Kla, tuant ou blessant plusieurs soldats ennemis. Fin septembre et début octobre, l'armée de libération a attaqué un poste de police dans la province de Suratane, blessant plusieurs policiers ennemis. Elle a aussi tué un chef de village réactionnaire et deux soldats ennemis dans le district relevant directement de l'administration de la province de Phatalung.

LAOS Les forces armées patriotiques repoussent les agresseurs américains et fantoches.

Ainsi que nous l'indiquons la semaine dernière, l'impérialisme U.S. et ses laquais ont entamé, depuis quelques

semaines une offensive de grande envergure contre les zones libérées du Laos.

La presse bourgeoise française, faussement apitoyée ou carrément joyeuse annonçait déjà pour bientôt l'écrasement du « Pathet Lao ». Une fois de plus !

Les pénibles expériences du colonialisme français auraient dû les rendre prudents ! Et justement, les nouvelles reçues du Laos fin octobre montrent que, pour les impérialistes yankees, il y a loin de la coupe aux lèvres, au Laos comme partout où ils affrontent les peuples en lutte.

Ainsi, selon l'agence de presse du Khaosan Pathet Lao, les forces armées patriotiques Laos de la province de Xieng Khoang ont combattu héroïquement et infligé une punition méritée aux troupes d'agression américaines et à leurs laquais qui faisaient intrusion dans les régions libérées.

Selon des statistiques incomplètes, les forces armées patriotiques ont mis hors de combat, du 16 août au 16 octobre, près de 1 500 ennemis, saisi et détruit une grande quantité d'armes et d'autres équipements militaires, et ont abattu 5 avions américains.

Il a été rapporté que les forces armées patriotiques ont contre-attaqué les troupes ennemies à Phuhuasang, Phulicpic, Phunoxoc et Phusu, tuant ou blessant plusieurs centaines d'ennemis. Un certain nombre de bataillons ennemis ont été attaqués à maintes reprises.

Les forces armées patriotiques ont repoussé héroïquement, du 5 au 16 du mois courant, les troupes ennemies qui lançaient une « opération de grignotage » sur la plaine des Jarres, mettant hors de combat plus de 400 ennemis.

Au cours du combat livré le 12 octobre, une escouade de l'armée populaire de libération Lao a mis en déroute une compagnie ennemie au village Hang, 14 kilomètres au nord-est de la ville Khang Khay, mettant hors de combat 40 soldats ennemis.

Le 5 octobre, les forces armées patriotiques ont attaqué la base aérienne ennemie de Latluong, détruisant 2 dépôts de munitions, 3 véhicules, 22 casernes et de grandes quantités de matériel de guerre et tuant 35 soldats ennemis.

Au Laos comme au Vietnam, les agresseurs U.S. et leurs laquais, noyés dans l'océan de la guerre du peuple, seront vaincus et châtiés.

ARMÉS DE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG
LES PEUPLES OPPRIMÉS AVANCENT
VICTORIEUSEMENT DANS LA VOIE
DE LA LUTTE ARMÉE !

Bourreaux fascistes, bas les pattes devant les patriotes Basques !

Le 27 octobre, le conseil de guerre de Burgos a condamné à mort Antonio Arrizabalaga, 29 ans, accusé d'appartenir à l'organisation patriotique révolutionnaire basque E.T.A.

D'autres accusés ont été condamnés à de lourdes peines de prison. Ce procès fait suite à de nombreux autres à l'issue desquels des patriotes et révolutionnaires basques de toutes origines (ouvriers, paysans, intellectuels, ecclésiastiques) ont été condamnés, la plupart du temps sans preuve, après avoir été sauvagement torturés. D'autres, tels Javier Echebarrieta, ont été abattus sur place par la garde civile.

Actuellement, cent-cinquante basques (chiffre officiel, inférieur à la réalité) croupissent depuis des mois dans la prison de Burgos, en attendant un jugement dont le résultat est connu d'avance.

Dès que la condamnation d'Arrizabalaga a été connue, des manifestations d'indignation et de solidarité ont éclaté, malgré la présence massive des forces de répression qui campent depuis des mois dans tout le Pays Basque.

Des centaines d'ouvriers ont manifesté à Eibar (ville industrielle de Biscaye), un millier de jeunes gens à Saint-Sébastien, capitale de la province de Guipuzcoa, etc.

Franco est littéralement assailli de télégrammes demandant la grâce du jeune patriote basque. Mais il est clair que le régime franquiste ne lâchera sa proie que sous la pression révolutionnaire du peuple espagnol tout entier, et sous celle de l'opinion publique progressiste internationale. Cependant, qu'Arrizabalaga et ses camarades soient arrachés aux sbires de Franco, ou qu'ils tombent sous les balles fascistes, leur cause est assurée de vaincre.

2 500 000 Basques se sont dressés une fois pour toutes pour reconquérir leur liberté. L'avant-garde révolutionnaire basque, qui a commencé une lutte prolon-

gée contre le pouvoir franquiste, jouit d'un soutien croissant de la majorité de la population travaillante, ainsi que de la sympathie agissante des autres révolutionnaires espagnols, à quelque nationalité qu'ils appartiennent.

A l'intensification de la répression, répond un nouveau durcissement de la lutte au Pays Basque même.

Dans toute l'Espagne, ouvriers, paysans et intellectuels révolutionnaires rejettent de plus en plus résolument les illusions de « transition pacifique » entretenues par les politiciens bourgeois « libéraux » et les révisionnistes à la Santiago Carrillo.

C'est pourquoi les franquistes s'affolent et cherchent à tromper le peuple.

Eux, qui ont installé l'impérialisme yankee en Espagne (bases de Torrejon, La Rota, etc.), ils se déguisent en « libérateurs » de Gibraltar ! Eux, qui ont fait de l'Espagne un vaste camp de concentration, ils affectent de « libéraliser » leur régime, en remplaçant quelques ministres phalangistes par des membres de l'organisation cléricale ultra-réactionnaire Opus Dei.

Mais ils ne trompent ni le peuple espagnol, ni les progressistes hors des frontières.

Le jour n'est plus loin où les fascistes devront rendre des comptes au peuple espagnol pour plus de 30 années de tyrannie et de crimes sans nombre.

Le jour n'est plus loin où le peuple espagnol mènera à bien sa révolution, restituant du même coup aux peuples basque, catalan et galicien, les libertés nationales et démocratiques qu'ils avaient arrachées à la République bourgeoise avant 1936.

Mais d'ores et déjà, redoublons d'efforts pour arracher les patriotes basques et toutes les autres victimes de la répression franquiste à leurs tortionnaires.

Bourreaux fascistes, bas les pattes devant les patriotes basques.

L'ALBANIE SOCIALISTE, 25 ANS APRES LA REVOLUTION

4. - LA LUTTE DE LIBERATION NATIONALE DE 1939 A LA CREATION DU PARTI COMMUNISTE ALBANAIS

Dès les premiers jours de l'occupation fasciste de l'Albanie, le peuple albanais s'organise pour chasser l'occupant fasciste, et ses valets collabos de toute sorte, ennemis de la classe laborieuse. Ce fut une lutte de caractère national et anti-fasciste dirigée dès les premiers jours par les communistes.

L'occupation fasciste de l'Albanie fut suivie d'une série de mesures politiques économiques et administratives appliquées par les fascistes italiens. C'étaient des mesures qui servaient de cadre pour dissimuler plus facilement leurs desseins d'asservissement devant l'opinion publique intérieure et internationale. Deux jours après l'occupation ils créèrent un comité provisoire d'administration et convoquèrent une soi-disant « assemblée constituante » où siégeaient comme de bien entendu les représentants des classes dirigeantes grands propriétaires terriens et bourgeois anciens piliers de la monarchie de Zog. L'occupant prétendait ainsi maintenir pour la forme un gouvernement albanais, alors que nous avons vu précédemment que l'occupant italien, donc le roi d'Italie détenait le pouvoir de déclarer la guerre, ou de conclure la paix et tous accords internationaux comme bon lui semblait. Le soi-disant gouvernement albanais était donc un gouvernement fantoche dirigé par les occupants fascistes. Dans le but également de légaliser et d'accélérer la colonisation de l'Albanie, les occupants proclamèrent une soi-disant convention sur « l'égalité des droits civils et politiques », selon laquelle les sujets italiens déjà nombreux en Albanie bénéficiaient des mêmes droits civils et politiques que les citoyens albanais, ce qui accélérât en même temps la dénationalisation du peuple albanais et celui de son assimilation complète par les occupants fascistes. Des dizaines de milliers de colons italiens profitèrent de cette convention pour accélérer l'italianisation du pays (ouvriers, agriculteurs, spécialistes de toute sorte, enseignants, entrepreneurs, négociants).

Les fascistes italiens se rendirent aussi maîtres de toutes les ressources économiques de l'Albanie. Les grands groupes financiers italiens (140 entreprises capitalistes en 1940) fondèrent des filiales pour l'exploitation à bas prix des richesses du pays et de la main-d'œuvre payée à bas prix.

Les richesses du sous-sol : chrome, pétrole, qui servaient l'économie de guerre italienne furent particulièrement pillées par les envahisseurs.

Le pillage du pays dont l'économie était déjà très faible eut pour conséquence rapide une misère de plus en plus grande pour les masses laborieuses, les marchandises italiennes qui submergèrent le marché albanais firent disparaître rapidement l'artisanat albanais qui ne pouvait lutter contre une telle concurrence, la classe ouvrière dans son ensemble, devenait aussi de plus en plus pauvre. Le travail étant réservé en priorité aux occupants italiens. La paysannerie se trouva aussi dans une situation très difficile, l'exploitation y était particulièrement poussée pour satisfaire les besoins alimentaires des occupants en plus des besoins du peuple albanais.

Mais, contrairement à la misère des plus larges masses de la population, une minorité profitait largement de cette exploitation. La bourgeoisie nationale alliée des occupants fascistes tira le maximum de profit de la misère du peuple. Par les profits énormes qu'elle tirait de toutes les spéculations et escroqueries dont elle était capable.

Il va sans dire que comme dans tout bon système d'exploitation de la majorité par une minorité les occupants fascistes et la bourgeoisie nationale exploiteuse, ne pouvaient perpétrer leurs rapines que grâce à la présence d'une force armée suffisante à son service. Plus de 100 000 hommes de troupe occupèrent l'Albanie au début de l'occupation, à cette force s'ajouta une partie de l'ancienne armée albanaise, une dizaine de milliers d'hommes. Des unités auxiliaires de la milice fasciste furent également créées avec des éléments trompés ou ignorants, de la population.

Des bases militaires importantes furent créées, des routes stratégiques ouvertes, des aérodromes, des fortifications construites. Tout cela aux dépens de terres cultivées extorquées aux paysans. De nombreux organismes de répression furent créés parallèlement à ces mesures militaires.

Dès l'occupation du pays plus d'un millier de patriotes albanais furent internés dans les îles italiennes. Le port d'armes de chasse fut interdit (en Albanie c'est une vieille tradition d'avoir un fusil à sa disposition). En même temps, la recherche de personnes suspectes ; c'est-à-dire celles qui travaillaient avec l'organisation du mouvement de libération nationale, fut entreprise, sur une grande échelle. Le couvre-feu fut décrété, interdiction également d'écouter les postes étrangers.

Malgré tous ces efforts en vue d'obliger le peuple albanais à se soumettre, les fascistes italiens et leurs valets de la bourgeoisie nationale, durent convenir de leur impuissance et de leurs échecs face à la résistance implacable de la majorité du peuple albanais. En effet, comme je l'ai dit plus haut dès les premiers jours de l'occupation, les ouvriers, les paysans, les intellectuels patriotes organisent la résistance à l'occupant. Les jeunes en particulier commencent à manifester activement et spontanément leur haine à l'égard des occupants.

Les seules organisations existantes en Albanie au moment de l'occupation étaient des groupes communistes, de différentes importance et implantation. Il en existait quatre principaux : le groupe de Vlora, de Shkoder, de Korcha et de Tirana. Groupes dirigés par des intellectuels non liés aux masses, qui se réunissaient et discutaient des heures et des jours sans actions concrètes, sans se soucier réellement des besoins des masses.

Cependant l'occupation du pays et la lutte spontanée du peuple albanais contre ses occupants amenèrent ces différents groupes à organiser plus concrètement des démonstrations anti-fascistes. Un jour de grève importante fut entreprise dans les principales industries du pays, les chefs fascistes étaient hués par le peuple, les affiches appelant à des manifestations fascistes étaient lacérées. la première manifestation nationale eut lieu le



Guérilla partisane en marche.

28 novembre 1939, journée de la fête nationale albanaise. De vastes démonstrations anti-fascistes eurent lieu dans les principales grandes villes, des dizaines de milliers d'hommes, de femmes, de jeunes, ayant à leur tête le drapeau national, manifestèrent dans la rue aux mots d'ordre « A bas le fascisme, vive l'Albanie libre, la liberté ou la mort ».

L'agitation anti-fasciste se déroulait aussi bien en milieu ouvrier, que dans les milieux étudiants. En 1940, de violents heurts eurent lieu entre étudiants et milice, de nombreuses arrestations eurent lieu, ces manifestations étaient organisées et dirigées par les groupes communistes existants. A la suite de nombreuses manifestations publiques contre les occupants, ceux-ci interdirent toutes manifestations publiques. La clandestinité devenait donc nécessaire pour tous ceux qui voulaient continuer le combat.

Mais malgré ces interdictions le peuple albanais manifesta encore publiquement sa haine contre l'occupant. Lorsque l'Italie fasciste attaque la Grèce et l'occupa (1940-1941), la résistance du peuple albanais devint encore plus dure. De nombreux soldats enrôlés de force dans l'armée fasciste italienne désertèrent, n'acceptant pas de diriger leurs armes contre le peuple grec, beaucoup d'entre eux furent internés. Les patriotes et les communistes soutinrent directement la lutte du peuple grec, ils attaquèrent sans cesse et sabotèrent les arrières de l'armée italienne. Mussolini avoua lui-même à son maître Hitler, que la défaite des italiens en Grèce était due au fait principal que le peuple albanais a tourné ses armes contre l'armée italienne.

L'attaque perfide de l'Union Soviétique par les hordes hitlériennes, donna une nouvelle impulsion à la résistance du peuple albanais.

De nouvelles manifestations violentes furent organisées par les groupes communistes. La plus importante fut celle de Tirana qui, le 28 octobre 1941, se transforma en une

émeute contre les forces fascistes, la population attaqua les troupes d'occupation à coups de pierres et à coups de bâtons, allant jusqu'au corps à corps avec les troupes armées italiennes. Devant de telles manifestations populaires, qui se répétaient de ville en ville, il devint évident qu'il fallait réunir rapidement et unifier tous les groupes communistes existant afin de créer une direction cohérente et unique, capable de diriger la lutte du peuple albanais pour sa libération et pour son émancipation.

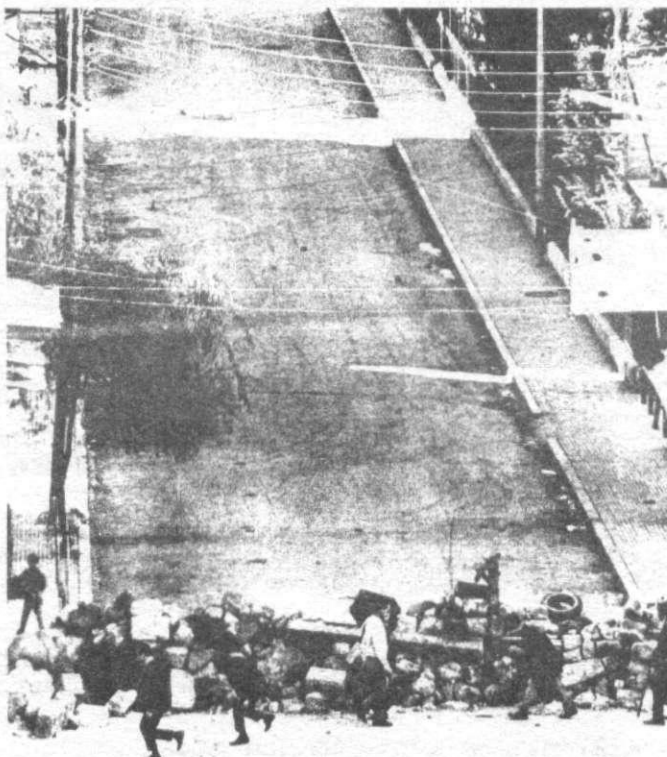
Le peuple albanais trouva une telle direction dans le Parti Communiste Albanais qui fut créé dans la clandestinité le 8 novembre 1941 dans un quartier pauvre de Tirana. Son grand dirigeant et animateur fut le camarade Enver Hoxha, qui sut mobiliser, organiser et diriger le peuple albanais dans sa lutte contre le fascisme et l'impérialisme. La lutte pour la libération nationale devint le but stratégique primordial, dicté par les intérêts nationaux et internationaux du peuple albanais.

C'est grâce à la liaison permanente avec les masses, grâce aux explications patientes, grâce à la ligne juste du Parti Communiste Albanais que celui-ci put chasser l'envahisseur fasciste, grâce à un front uni de toutes les couches exploitées contre l'envahisseur, grâce à un facteur extérieur favorable, la lutte du peuple soviétique contre l'envahisseur hitlérien, le peuple albanais put accéder rapidement au socialisme.

Ainsi donc, le passé et les circonstances historiques intérieures et extérieures, furent bien étudiées par le P.C.A., celui-ci montra que sans une juste ligne politique révolutionnaire, et sans la lutte armée aucun effort du peuple albanais ne pouvait conduire au succès. Le P.C.A. su montrer que la seule voie pour la libération nationale et pour la révolution populaire était la voie de la lutte armée de tout le peuple contre l'occupant fasciste et ses valets.

(A suivre.)

LIBAN : nouvelle défaite des réactionnaires Libanais !



Depuis plusieurs semaines que l'armée libanaise, valet de l'impérialisme, essaie de chasser les commandos palestiniens du Liban, la situation s'est tellement dégradée pour les réactionnaires libanais au pouvoir, qu'ils ont dû se résigner à conclure le 1^{er} novembre au Caire, un cessez-le-feu. C'est là une victoire due aux valeureux combattants palestiniens. Ce cessez-le-feu a donc un caractère principalement positif, permettant par exemple aux commandos de se retourner contre l'armée sioniste d'Israël, l'usurpateur du territoire national palestinien. Mais ce compromis n'est aussi que transitoire : il ne résout nullement le problème de fond, à savoir l'opposition irréductible entre, d'une part, la Révolution de Libération Nationale de la Palestine, cause de tous les peuples arabes et des peuples du monde, et, d'autre part, la contre-révolution infiltrée dans les pays arabes par la collusion entre féodaux et grands-bourgeois arabes et le bloc impérialiste, U.S.A. et U.R.S.S. en tête.

Depuis l'annonce de ce cessez-le-feu, les Etats-Unis ont d'ailleurs fait savoir (une fois de plus !), par l'intermédiaire d'un représentant de la Maison-Blanche, que ceux-ci étaient prêts à intervenir au Liban « selon les circonstances », c'est-à-dire au cas où leurs intérêts seraient trop lésés. C'est dire qu'ils sont déjà mis en danger par la seule détermination révolutionnaire des commandos palestiniens et manifestants arabes, qui doivent rester vigilants devant les prochaines manœuvres pro-impérialistes.

barricade érigée par les combattants palestiniens à TRIPOLI.